

# **l'Anti**capitaliste

n°327 | 10 mars 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **Jeunes, salariés, chômeurs**



# **TOUS ENSEMBLE**



PHOTOGRAPHE ROUGE / JMB

# **POUR LE RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL!**

### **Dossier**

**IL Y A 5 ANS,  
LA CATASTROPHE  
NUCLÉAIRE DE FUKUSHIMA**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

Intoxication et propagande réactionnaires...

Page 2

### **PREMIER PLAN**

MigrantEs: sordides marchandages

Page 2



### **ACTU INTERNATIONALE**

**USA: Wall Street joue et gagne...**

Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Véronique Decker sur l'école

Page 12

DR



édito

Par DENISE SARRAUTE

## Intoxication et propagande réactionnaires...

Vendredi 4 mars au soir, la gendarmerie d'Annemasse est informée de la fugue de deux adolescentes de 15 et 16 ans. L'une aurait déjà été «suivie» pour «dépression de l'adolescence». L'autre jeune fille n'aurait fait que se laisser entraîner dans cette fuite présumée vers la Syrie. En effet, selon la gendarmerie, elles «étaient susceptibles de quitter le territoire national par tous les moyens et d'utiliser de fausses identités». Ni une ni deux, une interdiction de sortie du territoire était prononcée. Lundi, les deux jeunes filles sont rentrées à la maison. Qu'importe, tout le week-end, à tous les journaux télévisés, s'en est suivi le défilé des experts et psychologues : experts en jeunes, experts en djihadisme, experts en jeunes hyperconnectés et psychologiquement fragilisés... Et puis ceux en chiffres : 850 jeunes filles auraient été signalées pour radicalisation, 84 mineurs seraient en Syrie dont 53 adolescentes. Une autre «source officielle» lâche les chiffres d'un millier de Français en Syrie ou en Irak, dont près d'un tiers de femmes. 600 s'y trouveraient toujours et 161 au moins y seraient morts... Il s'agit d'une véritable campagne d'intoxication commanditée par le ministère de l'Intérieur. Il s'agit là de justifier toutes les mesures mises en place pour «sauver» les jeunes du djihadisme et de valoriser la politique du gouvernement en la matière. L'Éducation nationale devrait d'ailleurs être le vecteur essentiel de cette chasse aux terroristes potentiels, avec des dispositifs spécifiques comme Stop Djihadisme, ou l'impérieuse nécessité pour les enseignantEs de signaler directement à la justice les comportements déviants de certains enfants (un mot provocateur étant un élément suffisant...) ou enfin les 1000 nouveaux emplois précaires pour former les enseignantEs au repérage des potentiels candidats à la guerre sainte. Ainsi donc, le principal problème de la jeunesse aujourd'hui serait le danger qu'elle soit enrôlée par Daesh, ce qui permet de justifier tous les dispositifs liberticides mais aussi la propagande aux relents racistes qui visent les «musulmans d'apparence». Ce gouvernement va-t-en-guerre, qui poursuit la guerre sociale, la chasse aux migrantEs et n'a de cesse de diviser notre camp, ne peut imaginer d'autre réponse aux désarrois d'une large fraction de la jeunesse qui voit se profiler le chômage ou la précarité comme avenir. Mais la réponse des jeunes est en route, ainsi que leurs mobilisations...

## BIEN DIT

À l'heure où nous écrivons ces lignes, 60 travailleurs ont été licenciés, 100 mis à pied et convoqués individuellement par la direction locale (...). Au total, près de 200 salariés d'Oyak ont été licenciés ou sont sur le point de l'être. (...) La CGT condamne avec la plus grande fermeté la violence et les intimidations qui ont été orchestrées par la direction du groupe Renault et témoigne de toute sa solidarité aux travailleurs de l'usine Renault Bursa, aux salariés licenciés et au syndicat indépendant et démocratique Birlesik Metal-Is.

Extrait du communiqué de presse de la FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE CGT et de la COORDINATION DES SYNDICATS CGT RENAULT «Turquie: Répressions gouvernementale et patronale» du jeudi 3 mars

## À la Une

# Tous ensemble pour le retrait de la loi travail!

Le rejet massif de la loi El Khomri par les travailleurs et la jeunesse, matérialisé notamment par une pétition d'ampleur historique, réinvite la lutte des classes dans le débat politique et bouscule les directions des partis et des syndicats...

Celles-ci sont sommées de se positionner, obligées de manœuvrer pour ne pas aller contre le vent, quitte pour certaines à passer de petits arrangements avec le gouvernement.

### Tempête dans les appareils syndicaux

Le premier effet de la montée massive de ce rejet est la clarification d'un certain nombre de positions dans le champ syndical. Le «syndicalisme rassemblé» – pourtant réaffirmé avec force dans le document d'orientation pour le 51<sup>e</sup> congrès de la CGT qui aura lieu en avril et au nom duquel la centrale syndicale n'a pas exigé le retrait de la réforme des retraites en 2010 – a été balayé en huit jours. Durement critiqué en interne après le communiqué intersyndical du 23, et voyant la mobilisation gonfler sur les réseaux sociaux et s'organiser dans ses unions départementales, l'exécutif confédéral s'est résolu à exiger le retrait du texte et à prendre en marche le train de la mobilisation du 9 mars tout en maintenant la journée du 31. Avec pour conséquence la division de l'intersyndicale qui, si elle prévient tout risque de couteau dans le dos d'une mobilisation en phase ascendante, donne aussi pour tâche aux militantEs d'entraîner dans l'action partout où c'est possible la base des organisations dites «réformistes», voire leurs structures locales. La CFDT, quant à elle, rêve d'être l'arbitre entre le mouvement naissant et le gouvernement, qui a reporté la présentation de sa réforme devant le conseil des ministres sous la pression de la mobilisation, mais aussi parce que Laurent Berger lui a offert une porte de sortie temporaire. Elle est ensuite parvenue à faire accepter sa position – critiquer uniquement le plafonnement

des indemnités accordées par les prud'hommes et la redéfinition du licenciement économique – à la CGC et à l'UNSA qui voient pourtant d'un mauvais œil la légalisation des référendums d'entreprise ou la relégation au second plan de la négociation de branche. Et comme par hasard, Valls indique que des bouger sont possibles uniquement sur les deux premiers points! La ficelle est grosse, mais la CFDT est elle aussi sous pression et s'est vue contrainte d'appeler à des rassemblements ce 12 mars pour donner le change.

### Un gouvernement sous pression

Outre l'accentuation des lignes de fracture dans le PS (cf. article dans *l'Anticapitaliste* n°326), le premier effet de cette nouvelle donne est le silence relatif du Front national. Après avoir pleinement profité des débats nauséabonds sur la déchéance de nationalité, le parti de Marine Le Pen se retrouve en terrain beaucoup moins stable pour lui. Il est en effet contraint de dire tout et son contraire : condamner la loi comme porteuse de «lourdes régressions sociales» pour plaire à l'électorat ouvrier et populaire qu'il a conquis ces dernières années, tout en

regrettant dans le même temps que les petites entreprises ne puissent pas «appliquer cette dérégulation du code du travail»!

De son côté, le gouvernement est pressé par le patronat et par la droite, les rares parlementaires soutenant ouvertement le projet se trouvant pour le moment plutôt chez Les Républicains. L'espace politique de la droite est réduit tant le texte est régressif, et elle se limite à mettre Valls au défi d'aller jusqu'au bout, conditionnant son vote à la présentation en l'état du projet de loi. Le gouvernement ne peut donc faire trop de concessions à sa majorité et à la CFDT, sous peine de perdre des soutiens à droite qui pourraient être indispensables à l'adoption de la loi.

## LE CONCIERGE EST DANS L'ESCALIER



### Faire éclater la crise politique qui couve

Mais, toutes «réformistes» qu'elles soient, la CFDT, la CFTC, la CGC et l'UNSA ne pourront se présenter la tête haute devant leurs équipes sans que le gouvernement ne lâche du lest. La CGC a d'ailleurs d'ores et déjà annoncé qu'elle se réservait la possibilité de se joindre à la journée du 31 mars.

La marge de manœuvre des uns et des autres est étroite, et l'équation pourrait se révéler insoluble pour le gouvernement, surtout si la mobilisation prend de l'ampleur. Outre la mobilisation montante dans la jeunesse, il y a là un autre point commun avec le mouvement contre le CPE : un exécutif et une majorité divisée, ce qui crée des conditions plus favorables pour une victoire. Pour se construire et parvenir à faire éclater la crise politique qui couve, le mouvement qui s'amorce devra savoir rester indépendant des tractations des uns et des autres. C'est comme cela qu'il pourra indiquer la sortie à Hollande, Valls, El Khomri, Macron et Cie.

Le comité inspection du travail – Pôle emploi Île-de-France

## MIGRANT-E-S

# Sordides marchandages pour construire l'Europe

«La vague de migration clandestine vers l'Europe est terminée». C'est cette phrase, aussi brutale que menaçante, que le président du Conseil européen Donald Tusk a choisie pour annoncer les décisions prises dans la nuit de lundi 7 à mardi 8 par les dirigeants européens en matière de règlement de «la crise des migrants».

Cette véritable déclaration de guerre contre celles et ceux qui fuient les zones de combats est assumée par l'ensemble des dirigeants européens, laissant peu de doutes sur un inévitable renforcement de la répression et la mise en danger de populations entières.

### Un marchandage honteux avec le dictateur Erdogan

Pièce maîtresse du dispositif qui sera mis en place, la Turquie se voit attribuer un rôle de choix, celui de

premier flic dans le contrôle des frontières du sud-est de l'Europe. Pour ce faire, elle pourra compter sur l'appui militaire de l'OTAN dont la logistique sera mise à sa disposition. Gageons qu'Erdogan pourra tout à loisir continuer sa répression sanguinaire contre ses opposants, contre le peuple kurde, ainsi que ses trafics en tout genre avec Daesh, notamment en matière de pétrole. Peu regardants quand ça les arrange en matière de défense des droits humains, les dirigeants européens ont également sans sourciller accédé

aux exigences financières d'Ankara, élevant la facture à 6 milliards d'euros. Petite prime en cadeau pour ses bons et loyaux services, les visas nécessaires aux citoyens turcs pour se rendre en Europe vont être supprimés, et les négociations en vue de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne vont être abordées avec un regard bienveillant. Grands seigneurs, les 28 pays de l'Union européenne s'engagent à accueillir... 70 000 réfugiés syriens (à l'exclusion de toute autre nationalité...) pour autant qu'ils aient été dûment répertoriés par les autorités turques.

### La Grèce sous pression

Commentant lui aussi la conférence, David Cameron a assuré que «tous les migrants arrivés en Grèce, y compris les réfugiés syriens, seront renvoyés en Turquie» Une telle

disposition, si elle était confirmée le 17 mars prochain, date de la prochaine réunion européenne sur la question, impliquerait directement la Grèce dans la répression active des migrantEs.

Mais face à un mouvement de solidarité populaire très fort avec les migrantEs, le gouvernement grec est-il prêt à assumer à son tour le rôle de gendarme de l'Europe à ses frontières? Est-il prêt à accepter que le pays se couvre de camps de concentration en échange d'une réduction substantielle de sa dette?

### Non à l'Europe négrière!

Face à la «crise des migrants», l'Europe entière vacille, cédant aux pires tentations inspirées par le nationalisme, le racisme et la xénophobie. Responsable pour grande partie des désordres régionaux et des guerres incessantes

# Un monde à changer

**PAS DE CAP... ET PAS DE PAROLE!** Trois ans après la conférence environnementale de 2012 et les lois toujours en travaux à l'Assemblée et au Sénat, trois mois à peine après la COP21, ce gouvernement accumule contradictions, revirements et mensonges.

Ainsi, dans la même semaine, un amendement au projet de loi sur la biodiversité supprimait le principe pollueur-payeur et accordait aux industriels l'impunité en cas de catastrophe écologique. « *N'est pas réparable, sur le fondement du présent titre, le préjudice résultant d'une atteinte autorisée par les lois, règlements et engagements internationaux de la France ou par un titre délivré pour leur application.* » Donc si tu as eu un permis de construire mais que ton immeuble s'effondre sur les voisins, tu n'es pas coupable! Tollé chez les écologistes et « frondeurs » de tous poils, et Royal retire son texte, le mettant sur le dos des

« services qui ont cru bien faire » ! Le courage en politique... Sans rappeler ici les innombrables promesses de campagne du candidat Hollande non tenues, tout le monde a aussi entendu la même semaine la ministre de l'Environnement annoncer qu'elle ne s'opposerait pas (d'où tient-elle tant de compétences?) au rallongement de 10 ans de la durée de vie des centrales nucléaires.

Et pour conclure, le dimanche 6 mars, c'est la nouvelle ministre... du logement, Emmanuelle Cosse, plus connue comme ancienne secrétaire nationale de EELV, qui nous annonce que « *La centrale nucléaire de Fessenheim, dans le Haut-Rhin, sera fermée d'ici à la fin de l'année. Le calendrier, c'est celui que m'a répété à plusieurs reprises le président de la République, c'est 2016.* ».

Les promesses n'engagent que ceux (et celles) qui y croient (encore) ? Sans commentaire.

9 MARS

## La jeunesse est dans la rue, et demain on continue!

*Le projet de loi travail a cristallisé une colère palpable dans la jeunesse. Pas étonnant quand on voit ce que prévoit la loi: augmentation du temps de travail, diminution des salaires, facilité de licenciement... Pour la jeunesse, c'est l'assurance d'être la génération chair à patron... et elle l'a bien compris!*

**L** appel à la mobilisation sur les réseaux sociaux pour le 9 mars a débouché sur la mise en place d'un cadre unitaire solide: deux réunions de 21 organisations de jeunesse se sont tenues pour préparer la contre-offensive. Et depuis la fin des vacances d'hiver, le mouvement se développe rapidement sur le terrain. Du jamais vu depuis 2006!

**Une attaque qui réveille une colère importante!**

Les jeunes se rendent compte de plus en plus massivement que cette réforme est pensée contre nos conditions de travail actuelles ou futures. La discussion sur le fond de la réforme, de la

flexibilisation du temps de travail aux accords d'entreprise qui prévaudront sur le code du travail, en passant sur la facilitation des licenciements, progresse à grand pas. C'est aussi parce que nous sommes déjà souvent les premières victimes de cette précarité.

Mais la colère qui se cristallise dans la jeunesse va en fait plus loin que cette réforme, elle se fait contre la politique du gouvernement. C'est la volonté de rattraper le temps perdu de la contestation, de la mobilisation, qui s'exprime. Myriam El Khomri aura beau répéter qu'il serait « absurde » que les jeunes aient peur de cette réforme, la pilule est trop grosse pour passer: « *Nous ne sommes pas des imbéciles* », comme le dit l'appel adopté ce lundi 7 mars par 400 étudiantEs au Mirail à Toulouse. Avec ces appels d'assemblées générales exigeant le retrait pur et simple du projet de loi, la jeunesse montre qu'elle a

parfaitement compris la contre-réforme, et refuse de travailler plus pour gagner moins. L'idée qu'il faut partager le travail entre toutes et tous pour en finir avec le chômage se répand, bien au-delà des brochures des jeunes du NPA!

**Ce n'est qu'un début, la peur doit changer de camp**

La date de mobilisation du 9 mars a permis de regrouper les jeunes à la fois en assemblée générale et dans la rue. Une soixantaine d'AG ont eu lieu dans les universités pour préparer la mobilisation, ainsi que des blocages dans les lycées... La mobilisation s'étend et s'organise. Très probablement ce sont des dizaines de milliers de jeunes qui ont défilé dans les rues ce mercredi partout en France. Avec le report, le gouvernement a montré qu'il commençait à prendre peur... Mais il n'a pas réussi à enrayer le mouvement.

Les premières assemblées générales dans les facs ont été des réussites: 400 à Toulouse alors que la rentrée se faisait le matin même, 300 à Grenoble, 200 à Limoges, et 700 à Paris 8 ce mardi 8 mars... La veille, l'appel de l'assemblée générale de Toulouse avait fixé une date nationale de mobilisation le jeudi 17 mars, entérinée le soir même par la nouvelle réunion des organisations de jeunesse.

**Construire le mouvement par l'auto-organisation et la convergence**

Ainsi, la détermination règne dans les facs et les lycées pour dire stop à la politique pro-patronale du gouvernement PS. Le mouvement n'en est qu'à ses débuts. Nous sommes déterminés à le construire, à lui permettre de s'étendre en le dotant de ses propres structures d'auto-organisation (assemblées générales dans les facs et les lycées, coordinations régionales et nationales avec des délégués élus et révocables...). Assurer cette démocratie est une condition pour gagner, de même que travailler à la convergence avec les salariéEs en lutte, et entre les différents secteurs de la jeunesse.

C'est ainsi que nous pourrions avancer dans la construction du rapport de forces nécessaire pour faire plier ce gouvernement, vers la grève générale.

**Correspondants du NPA Jeunes**



A Paris 8, mardi 8 mars, l'AG faisait le plein... DR

## forteresse

depuis la première guerre d'Irak, elle n'a plus d'autre perspective que de s'enfoncer toujours plus dans l'exclusion, la militarisation de ses frontières et le non-respect des droits humains les plus élémentaires. Le sordide marchandage auquel se livrent les dirigeants européens ne poursuit qu'un seul objectif: renforcer l'Europe forteresse, protéger les pays du Nord des hordes prétendument barbares censés la déstabiliser, en créant des États « garde-chiourme » (la Turquie et la Grèce) à qui on confie le soin de parquer et de réprimer les migrantEs et réfugiéEs. Cette politique est aussi inhumaine que vaine: aucune frontière n'est infranchissable, et jamais on n'empêchera durablement des femmes et des hommes fuyant les guerres et la misère de tenter

de rejoindre des territoires où ils estiment être plus en sécurité.

**Le devoir de s'insurger. Toute et tous dans la rue le 19 mars!**

Notre responsabilité d'internationalistes est engagée, quel que soit notre pays! Elle est engagée en premier lieu bien sûr par l'aide immédiate que nous devons apporter d'urgence aux migrantEs qui luttent ici en France, mais elle l'est aussi à un niveau européen, aux côtés de toutes celles et ceux qui refusent de voir ce continent se transformer en une gigantesque forteresse. C'est la raison pour laquelle, sur l'ensemble du continent, nous manifesterons le samedi 19 mars pour dire non à l'Europe forteresse, pour exiger un traitement et des conditions d'accueil humaines des réfugiéEs et des migrantEs, pour le droit de circuler et de s'installer. Contre le racisme, la xénophobie et le fascisme, pour une Europe de l'égalité et de la solidarité!

**Alain Pojolat**



Le 5 mars à Idomeni à la frontière entre la Grèce et la Macédoine. DR

## Le chiffre

# 20 116

C'était, le lundi 7 mars, le nombre de signataires de la pétition en soutien de la loi El Khomri. Les signatures de Pierre Gattaz et Laurence Parisot ne suffissent visiblement pas à rallier les larges masses! Au même moment, la pétition contre la loi recevait 1 158 975 soutiens...



## Agenda



**Samedi 12 mars, manifestation pour le peuple syrien, Paris.**

« Syrie: 5 années de lutte, ni Bachar ni Daesh! Soutenons la lutte du peuple syrien pour une Syrie libre et démocratique », à 17h à la Fontaine des Innocents, place Joachim Bellay (métro les Halles).

**Jeudi 31 mars, journée de grèves et de manifestations contre la loi travail.**

**Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** À Rives-des-Corbières.

Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

## NO COMMENT

*Ce ne sont pas les réseaux sociaux qui font la loi...*

Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État écologiste à la Réforme de l'État, sur France Info lundi 7 mars. Il affirme aussi « Je crois que j'ai toujours été centriste »...

**l'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Kristo et Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## ÉTAT D'URGENCE

## Permis de tuer!

*C'est peut-être le plus grand danger: que l'état d'exception permanent s'impose et devienne habitude. À force de fouilles des sacs en tous lieux, à force de patrouilles incessantes, à force de déploiements policiers qu'on n'interroge même plus, à force de reportages sur les menaces terroristes... Vendredi 4 mars, alors que les flics gazaient et matraquaient des réfugiés à République à Paris et que ceux-ci résistaient, des militaires ont fait leur arrivée sur la place. Qui s'en étonne?*

Parce que l'état d'exception permanent avance aussi en rafale... légalement. Alors que l'introduction de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité dans la Constitution va désormais être discutée au Sénat, l'Assemblée a voté, en première lecture, ce mardi 8 mars le projet de réforme pénale.



Cazeneuve, le choix des armes... DR

Assignations à résidence facilitées, peines de prison incompressibles, surveillance sur internet, tout va dans le même sens, celui de l'introduction de l'état d'urgence dans la loi. Le mot serait savoureux s'il n'était tragique: un «régime d'irresponsabilité pénale» bénéficiera aux policiers, gendarmes, militaires et douaniers qui auront fait usage de leur arme en cas «d'absolue nécessité», non seulement contre quelqu'un qui vient de commettre un crime mais aussi qui pourrait «tenter d'en commettre» un. Un véritable «permis de tuer» pour les forces de l'ordre.

## Aucune limite...

Cela prend tout son sens quand deux amendements visant à contrôler quelque peu les flics, ont été repoussés: la mise en route automatique des vidéos lors de tout contrôle et la mise en place d'un récépissé à chacun de ces contrôles.

Pour s'y opposer, Cazeneuve a déclaré: «Évitons d'envoyer aux forces de l'ordre, dans un contexte extrêmement difficile pour elles, le signal d'une suspicion ou d'une interrogation quant aux conditions dans lesquelles elles assument leurs responsabilités... Il a aussi repoussé, malgré les chiffres accablants produits notamment par une étude du CNRS, toute accusation de contrôles au faciès, expliquant que ceux-ci étaient «marginiaux». Bref, il ne faut surtout aucune limite au pouvoir des flics, les mêmes qui votent à plus de 50% pour le FN...

## N'attendons pas des morts...

Dans le même temps, des armes sont en train de leur être livrées. Les cow-boys de la BAC, pourtant régulièrement épinglés pour leurs pratiques violentes et racistes, vont bénéficier de nouveaux fusils d'assaut! On est désormais loin des polémiques sur les armes dites «non létales» (taser, flashball, etc.)... Non seulement ces fusils sont de véritables armes de guerre (notamment utilisées en Afghanistan) mais l'avantage mis en avant par le ministère de l'Intérieur, c'est qu'elles peuvent tirer en rafales!

Ce samedi 12 mars, une journée de mobilisation contre l'état d'urgence est appelée dans toute la France par les deux collectifs nationaux, Nous ne céderons pas et Stop état d'urgence. Des rassemblements et manifestations sont prévus dans de nombreuses villes<sup>1</sup>. En rafale ou en routine, ne laissons pas l'État policier entrer dans nos vies pour nous les prendre. C'est maintenant qu'il faut bouger.

**Denis Godard**

1- A Paris une manifestation partira à 14h de Saint-Michel à l'appel du collectif Stop état d'urgence pour rejoindre un rassemblement devant le Sénat appelé par le collectif Nous ne céderons pas.

MIGRANT-E-S  
Calais:  
quand sera-t-il trop tard?

*Vendredi 4 mars à Calais: «La nuit n'est pas encore tombée que déjà des cabanes brûlent, à la limite de la zone détruite. Porté par l'air chaud, un cerf-volant aux couleurs du drapeau afghan s'élève dans le ciel. Ces incendies, qui se poursuivent dans la nuit, marquent la protestation sourde des habitants du bidonville...»*

À la même heure, à Paris, les CRS gazent et matraquent des migrantEs, à la rue, qui ont décidé de rester place de la République à la fin de la manifestation de solidarité avec Calais. Les réfugiés résistent et la confrontation va durer pendant deux heures. Quatre réfugiés finiront à l'hôpital.

Le 6 mars, les cinéastes de l'Appel de Calais écrivent au gouvernement: «Faire la guerre à ceux qui la fuient, cela n'a pas de nom. Force est donc de constater que l'Appel de Calais a échoué. Nous cherchions à nous faire entendre de vous et vous êtes restés sourds. Pire, vous avez employé la force. L'échec est complet. Mais la reconnaissance de notre échec est aussi un acte de rupture.»

## La détermination paie encore

«Quand nous avons essayé de protéger nos maisons, la police a utilisé la force et la violence contre nous. Nous sommes en grève de la faim. Cinq d'entre nous ont cousu leurs lèvres le 2 mars et d'autres nous ont rejoints pour protester contre la situation ici» (extrait du communiqué de réfugiés de Calais).

Des mobilisations de soutien à Calais ont eu lieu dans plusieurs villes de Grande-Bretagne, en Belgique et jusque'en Australie. Mais il y en a eu peu en France. Il aura fallu un appel de réfugiés sur Paris pour un



rassemblement le mardi 1<sup>er</sup> mars puis cette manifestation vendredi dernier. Malgré la quasi-absence des organisations, plusieurs centaines ont répondu à l'appel dont un cortège des sans-papiers de la CSP75. La manifestation, autorisée, est marquée par des provocations incessantes de la police. Mais à mi-parcours, les flics lâchent prise devant la détermination des migrantEs qui ripostent collectivement en tête du cortège.

Et cette détermination paie... encore. Deux jours plus tôt, un campement s'est réinstallé place Stalingrad dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Des Soudanais surtout, impliqués dans l'appel à la solidarité avec Calais, ont refusé de se

laisser chasser comme les soirs précédents, rejoints par des dizaines d'autres, Afghans notamment, ainsi que des soutiens. Et la police a abandonné. La manifestation du vendredi et l'état d'esprit des migrantEs ont obligé les autorités à bouger. Ce lundi 7 mars, après seulement 5 nuits, ce sont 300 réfugiés, dont certains arrivés de Calais, qui ont été évacués vers des centres.

## Pas de réelle solution

Le démantèlement de Calais, les harcèlements sur Paris et ailleurs, montrent que rien n'a changé dans la logique du pouvoir. Les places dans les centres ne sont en rien une solution pérenne. Avec la fin de la trêve hivernale, des centaines de migrantEs dont les demandes d'asile sont rejetées vont se retrouver à nouveau à la rue, alors que de nouveaux et nouvelles arrivent. La réponse policière est de plus en plus violente et les confrontations fragmentées risquent d'être de plus en plus dures et dramatiques.

Sans riposte d'ampleur, le mépris du pouvoir pour les migrantEs se propage au reste de la société affectant l'ensemble des rapports sociaux. Sur un site d'extrême droite Riposte Laïque, Christine Tassin écrit qu'il faut «tirer dans le tas»... Elle parle de «vermines» qu'il faut «exterminer». Et ce lundi, des patrons et commerçants de Calais – qui exigent le démantèlement total

de la jungle... et des exonérations fiscales – ont été reçus à l'Élysée! Le feu va continuer de s'étendre... jusqu'où?

## Attendre qu'il soit trop tard?

Les solutions existent. C'est ce qu'ont écrit les migrantEs de Paris: «Nous voulons que le gouvernement laisse les réfugiés à Calais, s'ils le veulent, aller en Angleterre. Si les réfugiés veulent rester à Paris pour obtenir l'asile ils devraient avoir leurs droits.»

Ces solutions ne pourront qu'être imposées. Tous ceux et celles qui parlent de «rupture» avec ce gouvernement doivent en tirer les conséquences et participer à mobiliser la société contre la politique du gouvernement. Il faut aussi interroger le silence assourdissant des organisations et associations traditionnelles, symbolisé par leur inertie totale alors que se profile une journée internationale de manifestations contre le racisme et pour la solidarité avec les migrantEs le samedi 19 mars.

La mobilisation contre la loi El Khomri est un espoir, pour reconstruire les idées de solidarité, pour lutter contre ce même gouvernement, mais il n'y a pas d'automatisme. Cette mobilisation doit s'accompagner d'un combat aux côtés des migrantEs et contre le racisme, car laisser s'installer la guerre qui leur est faite se retournera tôt ou tard contre tout mouvement de lutte.

**Denis Godard**

## ÉCOLOGIE

L'écologie gouvernementale  
nucléaire-compatible!

*L'annonce par Ségolène Royal de la prolongation de 10 ans de la durée de vie des centrales nucléaires constitue un excellent test pour la capacité des nouveaux membres du gouvernement réputés écologistes, à avaler non plus des couleuvres mais des boas...*

Un test passé haut la main. Les «écologistes gouvernementaux» rivalisent de compréhension et de bienveillance à l'égard de la ministre de l'Énergie et de l'Écologie.

Le moins béat mais compréhensif quand même, le député François de Rugy, est obligé de constater que «Ce

qui est sûr, c'est que ça ne va pas dans le sens de la loi de transition énergétique (LTE) qui a été adoptée l'année dernière et qui vise à rééquilibrer la production d'électricité en France entre renouvelable et nucléaire à l'horizon 2025», mais excuse: «Sans doute que Ségolène Royal dit cela pour montrer à EDF que toutes les options sont sur la table.» Plus zélé, le vice-président de l'Assemblée nationale Denis Baupin attaque les voix critiques: «Les habituels protestataires protestent... Il ne faut pas s'en tenir au seul titre des dépêches de presse», et renvoie ses anciens camarades de parti «réviser leur dossier». Il défend explicitement Royal qui «n'a fait que préciser le cadre de la réduction de

la part du nucléaire prévu dans la LTE». Au prix de contorsions acrobatiques, il arrive même à expliquer que plus c'est moins: «Pour accompagner une sortie progressive du nucléaire, il est nécessaire de prolonger la durée de vie de ceux qui existent, ce qui permet de ne pas en construire de nouveaux» et il se rassure: «Par ailleurs, la ministre

a placé cette prolongation sous la supervision de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), qui doit déterminer le montant des investissements nécessaires. Confrontée au manque de moyens, EDF ne devrait pas restaurer les centrales les plus anciennes», et enfonce le clou: «Le facteur le plus limitant pour la prolongation des réacteurs nucléaires, c'est qu'EDF n'en a pas les moyens.»

de pragmatisme qui fait que, de toutes façons, il va falloir aller beaucoup plus vite sur les énergies renouvelables et sur la maîtrise de l'énergie pour les Françaises et les Français... La sortie du nucléaire à l'insu du plein gré d'EDF et du gouvernement en quelque sorte!

Le spectacle lamentable offert par celles et ceux qui, comme le dit Noël Mamère, «ont voulu les miettes du pouvoir, (...) et gagneront le goudron et les plumes» ne fait que discréditer encore un peu plus la politique professionnelle. Mais l'écologie mérite infiniment mieux: les mobilisations pour le climat, les manifestations pour l'abandon de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ou contre les gaz de schiste à Barjac, l'ensemble des résistances face aux projets destructeurs, au nucléaire, à l'agriculture industrielle, face à la pollution et à la destruction de la biodiversité, les alternatives vivantes et radicales, montrent que démocratie réelle, justice sociale et justice environnementale, sont indissociables. Ensemble, elles dessinent un projet politique à la fois émancipateur et mobilisateur... qui ne peut s'accommoder des petits arrangements avec le gouvernement.

## LES ÉCOLOS AU GOUVERNEMENT



## À l'insu de leur plein gré?

Même argument financier, l'hypocrisie en plus, chez Jean-Vincent Placé qui affirme être «à titre personnel pour la sortie du nucléaire», mais minimise: «Pas toutes les centrales (ouf!). C'est-à-dire qu'il y aura quelques centrales qui auront vocation à être modernisées. Mais (...), attention, la filière nucléaire aujourd'hui telle qu'elle est, avec les échecs de l'EPR, et en Finlande et à Flamanville, c'est plutôt au bord de la faillite. Donc très sincèrement (sic), je ne vois même pas comment on va trouver l'argent pour prolonger», et encore: «Donc c'est pour ça que le côté mot d'ordre "on va prolonger de 10 ans" va arriver face à une forme de réalisme et

**Christine Poupin**

USA

# Wall Street joue et gagne...

Mardi 1<sup>er</sup> mars avait lieu le Super Tuesday, jour où 12 États sont appelés à voter pour la primaire de la présidentielle du 8 novembre 2016.

**H**illary Clinton chez les Démocrates et Donald Trump dans le camp républicain sont sortis en tête sans pour autant écarter leurs rivaux. La grande foire politique bat son plein.

## «Make America great again!»

«Rendons sa grandeur à l'Amérique!» : le mot d'ordre de Donald Trump rencontre un large écho et ce dernier semble devoir réussir son OPA sur le Parti républicain. Il flatte les nostalgies réactionnaires, le nationalisme et la rupture entre l'establishment et les électeurs républicains à coup de promesses démagogiques : déporter des millions d'immigrés illégaux, dresser un mur le long de la frontière mexicaine, interdire le sol américain aux musulmans, légaliser la torture... Il promet aux blacks et aux latinos «des millions d'emplois ici en faisant en sorte par exemple qu'Apple fabrique ses iPhones en Amérique, pas en Chine». Trump fait du racisme un lieu commun au point d'afficher sa tolérance à l'égard du Ku Klux Klan. Rien ne semble pouvoir arrêter sa progression tant l'establishment est déconsidéré, et surtout tant les déceptions et frustrations sociales sont grandes. Son principal concurrent Ted Cruz, soutenu par les évangélistes, tient le même discours avec moins de provocation. En remportant le Kansas et le Maine, il peut prétendre rester dans la course. Mais il est peu probable que ses rivaux se retirent pour faire bloc au nom du «tout sauf Trump»...

## Hillary Clinton, la gagnante?

Battu lors du Super Tuesday, Sanders, en remportant deux victoires, dans le Kansas et le Nebraska, continue de bousculer le jeu au sein des Démocrates, même si la dynamique qu'il suscite en particulier dans la jeunesse ne suffira pas à lui permettre de contester la suprématie du clan Clinton. Hillary Clinton bénéficie du soutien total de la machine démocrate grâce au système des super délégués, 712 délégués qui ne sont pas désignés au fil des primaires mais qui ont d'office le droit d'apporter leur soutien à l'un des candidats en leur qualité d'élus (gouverneurs, représentants à la Chambre, sénateurs, ou encore le président et le vice-président). La plupart d'entre eux se sont ralliés à Clinton, qui bénéficie aussi du clientélisme que les Démocrates entretiennent au sein des communautés noires ou hispaniques ainsi que sur le vote des femmes.

La campagne de Sanders dénonce Wall Street, et popularise des revendications élémentaires, comme le salaire minimum, la gratuité de l'éducation dans les universités d'État ou les collèges, un programme national de soins pour tous (Medicare for all)... Cela lui vaut une grande popularité au sein d'une fraction de la classe ouvrière et auprès des jeunes, même si sa contestation se limite aux excès les plus insupportables du système et contribue en fait à ramener au vote démocrate une large fraction de la jeunesse écoeuvée par l'affairisme soumis à Wall Street que symbolise



A Flint, lors du débat démocrate... DR

le clan Clinton. Il s'est engagé par avance à faire campagne pour Clinton si celle-ci est candidate à l'issue des primaires, et le débat entre les deux candidats, à Flint, ville sinistrée dont l'eau est gravement polluée au plomb, a été le symbole de cette alliance.

## Un encouragement à la contestation?

Si les propositions de Sanders apparaissent radicales, c'est bien parce que les deux partis sont totalement soumis à la finance, loin des préoccupations des classes populaires dont la situation ne cesse de se dégrader. Les salaires stagnent depuis 1973, et le krach financier de 2008 et la récession qui l'a suivi ont frappé durement les travailleurs, surtout les Noirs et les Latins. La pauvreté

et le nombre de sans-abri ont augmenté, de larges secteurs de la classe moyenne ont été ruinés, et la dette des étudiants se monte à un milliard de milliards de dollars...

C'est, pour une part, ce mécontentement qui s'exprime à travers le succès de Sanders, dans le même temps que le désespoir crée un terrain favorable aux préjugés réactionnaires dont Le milliardaire Trump a fait son fonds de commerce.

Si le jeu des appareils et des lobbies semblent devoir porter Hillary Clinton à la présidence, l'essentiel n'est pas là mais bien que les travailleurs et la jeunesse aillent jusqu'au bout de leur colère et de leur révolte pour se donner un instrument pour faire entendre leur voix et défendre leurs intérêts : leur propre parti.

Yvan Lemaître

BOLIVIE

# Une défaite politique pour Evo Morales

Dimanche 21 février, on votait en Bolivie pour ou contre la possibilité d'une nouvelle élection d'Evo Morales à la présidence de la République en 2019.

**M**orales était sûr de son coup... mais le Non a gagné de 135 000 voix, 51,30% contre 48,70%. Les résultats sont lourds de conséquences pour le pays et traduisent aussi un recul systématique des gouvernements dits progressistes en Amérique latine.

En sa faveur, le gouvernement avait les voix de la paysannerie indigène et l'appui de la direction des syndicats : la COB, la Fédération des Miniers, les Fabriles... La Bolivie connaît un fort processus d'étatisation et de cooptation du mouvement populaire. Néanmoins, les grandes villes ont voté pour le Non : ainsi, Morales a perdu à Santa Cruz, Potosí, Cochabamba et aussi à El Alto, banlieue populaire de La Paz où le MAS a aussi perdu la mairie il y a quelques mois. La petite bourgeoisie ainsi qu'une partie de la classe ouvrière, de la population des quartiers, de la jeunesse, se sont



Le Non s'affichait aussi sur les murs. DR

prononcés contre la réélection de Morales. L'appui à celui-ci reste pourtant loin d'être négligeable et le MAS peut continuer à rêver de rester au pouvoir pendant de longues années. Son gouvernement est le plus stable de l'histoire de la Bolivie et le ministre de l'Économie est en place depuis 10 ans. Le climat des affaires est excellent, le budget est relativement contrôlé et les investisseurs étrangers présents.

## Les anticapitalistes, entre Non et abstention...

Toutefois, les bases du régime se fissurent. La prospérité, relative, de la Bolivie et la popularité du MAS, se sont appuyés sur les revendications indigènes et la hausse du prix des matières premières. La réforme agraire n'était pas au programme du gouvernement, et l'industrie minière s'est développée sur une base «extractiviste». De plus, les prix du gaz et du soja sont en train de s'effondrer. L'augmentation de la rente pétrolière avait permis une politique fiscale expansive, mais aujourd'hui les programmes sociaux disparaissent. Par contre, la corruption et le clientélisme continuent d'être à l'ordre du jour. Le MAS est populaire, mais le gouvernement de Evo Morales n'est ni anti-impérialiste révolutionnaire ni anticapitaliste, et sa base populaire est contrôlée par l'appareil d'État.

Les groupes et militantEs de la gauche anticapitaliste bolivienne se sont divisés entre le vote Non et l'abstention. Une discussion légitime entre ceux qui ont choisi de ne pas s'inscrire dans le référendum, un mécanisme institutionnel contre le peuple et la classe ouvrière, et ceux qui défendaient un vote Non contre un régime bonapartiste. La délimitation politique avec le gouvernement et le MAS est nécessaire, et la question clé, en Bolivie comme ailleurs en Amérique latine, reste la capacité de la gauche révolutionnaire à gagner sa place dans les organisations ouvrières, populaires et de la jeunesse, sur la base d'une politique indépendante et de mobilisation. Cela reste notre réponse à la crise de la gauche au pouvoir et à la droite qui a repris l'initiative.

Marcelo N.

# SYRIE Les révolutionnaires syriens toujours debout!

Le vendredi 4 mars, des manifestations populaires massives ont eu lieu à travers les zones libérées de la Syrie sous le slogan «La révolution continue»<sup>1</sup>. Plus de 100 manifestations ont été enregistrées ce jour-là du nord au sud du pays.

**L'**esprit du début de la révolution se retrouvait dans les slogans et chants démocratiques et non confessionnels comme «Le peuple syrien est un et uni», ou comme un manifestant l'a écrit sur une pancarte, «les portes de la révolution pacifique s'ouvrent à nouveau». Le drapeau révolutionnaire syrien était brandi partout. Il faut souligner que les forces salafistes djihadistes et leurs symboles étaient absentes de ces manifestations, tandis que les soldats de Jabhat al-Nusra ont organisé une contre-manifestation plus petite dans la ville de Ma'aret al-Naaman près d'Idlib, et scandaient des slogans contre la démocratie et la laïcité et pour un État islamique. Ces mobilisations surviennent une semaine après un cessez-le feu négocié par les États-Unis et la Russie, qui a ralenti le rythme des hostilités mais sans les stopper. Les forces du régime d'Assad et ses alliés ont continué à bombarder et attaquer des zones tenues par l'opposition, alors même que les forces de l'État islamique et de Jabhat al-Nusra, non incluses dans la trêve, n'y sont pas présentes. Selon diverses sources, il y a eu plus de 180 violations du cessez-le feu par les forces du régime

et de l'opposition... dans les cinq premiers jours de la trêve entrée en vigueur le 27 février. La majorité de ces violations ont néanmoins été commises par les forces du régime. 135 personnes ont été tuées, dont 32 civils, dans les régions couvertes par la trêve, et 552 personnes dans les autres zones.

## Assad doit partir!

L'Organisation des Nations unies a déclaré que le prochain cycle de «négociations de paix» devrait reprendre à Genève le 10 mars, malgré les réticences de l'opposition qui, se plaignant des nombreuses violations du cessez-le feu, doit encore confirmer sa participation. Celle-ci réclame aussi la libération des prisonniers et l'acheminement de l'aide humanitaire, conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU. Son médiateur, S. de Mistura, a rappelé que «l'ordre du jour du processus est clair : premièrement des négociations en vue d'un nouveau gouvernement, deuxièmement une nouvelle Constitution, et troisièmement des élections parlementaires et présidentielle dans un délai de 18 mois». En réalité, un départ d'Assad semble encore bien loin, alors qu'aucun changement du



«La révolution continue». DR

régime autoritaire, notamment des forces de sécurité, n'est à l'ordre du jour...

Les nombreuses manifestations populaires de la semaine dernière, dans un pays autant écrasé par les bombes et la répression, sont impressionnantes. Elles ont montré que les Syriens libres sont prêts à saisir toutes les occasions, même un répit partiel des frappes aériennes, pour réitérer leurs revendications et proclamer les objectifs de la révolution. Leurs slogans démocratiques et non confessionnels rappellent au monde entier, une fois encore, qu'il existe une alternative au régime

d'Assad et aux forces salafistes djihadistes, les deux acteurs de la contre-révolution et les deux perdants de ces mobilisations. L'alternative, ce sont ces centaines de milliers de Syriens et de Syriennes libres. Comme scandé par les révolutionnaires, «cinq ans après le début de la révolution, le peuple veut toujours la chute du régime».

La solidarité internationale de la société civile, qui fait tant défaut au peuple syrien, est plus que jamais nécessaire!

Joseph Daher

1- Voir photos et vidéos des manifestations sur <https://syriaifreedomforever.wordpress.com>

**C**inq ans après, les enseignements de la terrible catastrophe de Fukushima ne sont toujours pas tirés. Le nucléaire, c'est le cadeau empoisonné des déchets laissés aux générations futures pour des centaines d'années, et dès aujourd'hui la société policière imposée à toutes et tous. C'est aussi le nucléaire militaire et le mépris des populations victimes des essais, comme l'a rappelé la visite de Hollande en Polynésie. C'est encore le pillage et la guerre liés à l'extraction d'uranium, au Niger par exemple... Il est urgent et nécessaire de sortir du nucléaire au plus vite – comme le propose le NPA –, en commençant immédiatement par fermer les centrales ayant plus de trente années de fonctionnement, à commencer par Fessenheim, et par abandonner définitivement l'EPR de Flamanville. Ces exigences seront au cœur de la mobilisation préparée dès maintenant par de nombreuses organisations, dont le NPA, pour octobre à Flamanville.

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie



## DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE EN GÉNÉRAL ET DE CE QUI S'EST PASSÉ À FUKUSHIMA...

L'histoire abominable du nucléaire commence en 1942. Les États-Unis démarrent alors la mise au point la première bombe atomique. Trois ans plus tard, le 6 août 1945, Hiroshima est détruit, et trois jours plus tard, c'est le tour de Nagasaki. Au moins 200 000 morts...

**D**epuis 1945, huit autres pays se sont dotés d'armes nucléaires, et 31 ont construit des centrales nucléaires. 438 réacteurs sont actuellement en service à travers le monde. En France, De Gaulle crée le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dès la fin de la guerre pour fabriquer la bombe. Il y parvient en 1960, et entre 1961 et 1996, l'État français utilise ses colonies pour les essais nucléaires, au mépris des conséquences dramatiques qu'ils engendrent. Quant aux premiers réacteurs

nucléaires, ils apparaissent opportunément en France à la fin des années 50. En effet, il n'y a aucune séparation entre le civil et le militaire, les centrales civiles fournissent le carburant des bombes, uranium ou plutonium. Ce dernier n'existe pas à l'état naturel et seules les centrales nucléaires peuvent le produire. Avec l'énergie nucléaire, l'État impérialiste français a donc fait d'une pierre deux coups : asseoir sa puissance militaire et assurer une autonomie énergétique au prix d'une exploitation honteuse de ses pays vassaux.



A Fukushima le 11 mars 2011, le danger nucléaire. DR

### La menace permanente

Aujourd'hui, on compte 58 réacteurs sur le territoire français. Si les bombes du nucléaire militaire parlent d'elles-mêmes en matière d'horreur, le cycle du nucléaire civil, de la mine aux déchets, n'est pas en reste. Des montagnes de déchets radioactifs s'accumulent et personne ne sait quoi en faire pour l'instant. Après avoir été déversés dans toutes les mers du globe, ils risquent aujourd'hui l'abandon dans les entrailles de la terre, dans le mépris le plus absolu des générations futures. Au Niger, les sols, les eaux, les airs sont contaminés, au mépris de la santé des populations, et les travailleurs esclavagisés par Areva, qui extrait son précieux minerai en dépit des règles de sécurité les plus élémentaires. Enfin et surtout, l'incommensurable danger des centrales

nucléaires elles-mêmes est désormais avéré, après les catastrophes de Tchernobyl (explosion du réacteur) et surtout de Fukushima, catastrophes qui placent toujours l'humanité sous la menace permanente de l'horreur absolue. En 2011, à Fukushima, un séisme a en effet provoqué des dommages gravissimes. Des explosions ont soufflé le haut des bâtiments des réacteurs, libérant des matières radioactives dans l'environnement. L'océan a été contaminé, et surtout, l'absence soudaine de refroidissement a entraîné la fusion des cœurs de trois réacteurs. Personne ne peut aujourd'hui atteindre ces cœurs qu'il faut refroidir sans fin, et nul ne peut prédire ce qui va advenir. Nous sommes désormais prisonniers de la menace nucléaire.

## QUAND LA POLITIQUE DU RISQUE REMPLACE LA NOTION DU « RISQUE ZÉRO »

De nombreuses régions du monde, en particulier en France, sont dans un environnement nucléaire semblable à la région de Fukushima. D'importantes agglomérations autour des installations nucléaires, poids de cette industrie dans l'économie, qui, en cas d'accident, créent le risque d'une grave crise économique et d'un afflux de réfugiés internes...

**C**e constat poussent les organismes internationaux, AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), OMS (Organisation mondiale de la santé), CIPR (Commission internationale de protection radiologique) à renoncer au principe du risque zéro qui dominait jusqu'à maintenant et à travailler sur la gestion des accidents nucléaires. À ce titre, la région de Fukushima est devenue un laboratoire. L'explosion de la centrale de Tepco à Fukushima a engendré une contamination irrégulière au sein et au-delà du département de Fukushima. Le taux de radioactivité dans l'air, comme au sol,

excède par endroit 10 à 20 fois le taux de contamination internationalement admis comme acceptable pour la population civile, soit 1 mSv/an.

### «La société de la catastrophe»

Face à une telle situation, les chercheurs en sciences sociales au service de ces agences utilisent aujourd'hui la notion de résilience (une notion d'abord utilisée en physique des matériaux pour décrire l'élasticité d'un corps qui aurait la capacité de retrouver sa forme initiale après avoir accusé un choc), afin de déterminer des modèles qui permettraient à nos villes et à leur population de

résister aux périls afin de « digérer » les multiples risques naturels ou humains au lendemain d'un accident nucléaire. C'est sur cette politique de la résilience que s'est penchée la sociologue Cécile Asanuma-Brice (chercheuse associée au centre de recherche de la Maison franco-japonaise à Tokyo)<sup>1</sup>. Elle commence par constater que « La communication sur le risque remplit un rôle important dans l'instauration à des fins politiques, de la résilience » et souligne qu'à partir du moment où la notion de risque zéro est abandonnée, « la société du risque est celle de la catastrophe, une société où l'état d'exception menace de devenir un état normal ». Ce processus est particulièrement flagrant dans la gestion de la catastrophe de Fukushima. Face à une

telle situation, dès avril 2011, les autorités ont relevé les normes de protection à 20 mSv/an dans la région la plus polluée, afin de limiter la surface de la zone d'évacuation. Il est aujourd'hui question de la relever à 100 mSv/an. Cette remise en cause de la norme de sécurité a été observée dans divers domaines. Le taux d'acceptabilité maximal de la

### SURVIVRE À FUKUSHIMA



radioactivité a également varié dans le secteur de l'alimentation, passant tour à tour d'une limite de 100Bq/Kg à 500Bq/Kg, pour redescendre à 300 Bq/Kg. La sociologue constate ainsi que « Normes et seuils sont fixés et permettent la mise en œuvre d'une politique qui tend à assigner la population à demeure, voire à l'inciter au retour à la vie dans des zones pourtant contaminées au vu des normes internationales. Ainsi, l'individu se voit contraint d'assumer financièrement (l'État ne lui délivre pas de subvention pour élaborer sa protection) et physiquement (l'individu est amené à prendre la responsabilité du refuge ou de la gestion du quotidien dans un environnement sali) ».

### Vivre en secteur contaminé

C'est poussé par la France, et notamment par le CEPN (Centre d'étude sur

l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire) dont font partie l'électricité de France (EDF), l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et Areva, ainsi que par les organismes internationaux, que le Japon mène depuis cinq ans une politique de formation et d'intégration des populations, dans le cadre du programme ETHOS. Celui-ci vise à donner le sentiment aux habitants d'une certaine maîtrise « du processus décisionnel par la prise en considération de ses requêtes », mais avec pour seul objectif de les habituer à vivre en secteur contaminé. C'est à Fukushima, avec la population comme cobaye, que nos gouvernants et l'industrie nucléaire ont élaboré la gestion d'un futur et malheureusement probable accident nucléaire en France.

<sup>1</sup>- De la vulnérabilité à la résilience (23 novembre 2015): <http://www.raison-publique.fr/article/771.html>

## FUKUSHIMA A BOUSCULÉ LES IDÉES FAUSSES

*L'accident de la centrale de Fukushima qui a provoqué une catastrophe humaine, sociale et environnementale, a aussi bousculé les idées reçues en rétablissant quelques vérités.*

### Un accident mortel est possible dans un pays industriel ultra-développé

Le Japon n'est pas la Biélorussie. Pourtant, Fukushima a rejoint Tchernobyl dans l'horreur nucléaire. Ce pays symbole de la haute technologie n'a rien pu faire contre des phénomènes naturels extrêmes : un tremblement de terre et un tsunami ont entraîné une suite de problèmes majeurs qui ont fini par déclencher la fusion totale des cœurs de trois réacteurs. Le résultat : des morts et une région

contaminée pour de nombreuses années.

### Il est possible de sortir du nucléaire rapidement

Le Japon a stoppé immédiatement ses 54 réacteurs à la suite de la catastrophe. L'activité économique n'a pas été affectée puisque le PIB de 2013 était supérieur à celui de 2010. La balance commerciale, un temps déficitaire en raison des importations de gaz, est de nouveau excédentaire depuis 2015. La production

d'électricité nucléaire (environ 28%) a été compensée par une baisse de la demande et par la relance des centrales thermiques qu'il est possible d'utiliser provisoirement pour pallier le manque dû à l'arrêt du nucléaire.

### Un mouvement antinucléaire existe au Japon

Les manifestations de rue, les sondages, montrent que la population est majoritairement opposée au redémarrage des centrales. Les

Japonais ne sont pas dupes des opérations de communication qui leur font croire que la décontamination du site de Fukushima est proche. Malgré cette opposition populaire et les inquiétudes de nombreux scientifiques, le gouvernement a fait remettre en service la centrale de Sendai pourtant située à 50 km du volcan extrêmement actif de Sakurajima. Les milieux d'affaires et la candidature de Tokyo aux JO 2020 comptent plus que la défense des populations.

## NUCLÉAIRE MILITAIRE: HIROSHIMA RIME AVEC FUKUSHIMA

*Les commémorations des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, en pleine période de vacances, passent chaque année inaperçues, même le 70<sup>e</sup> anniversaire de ces crimes contre l'humanité.*

Pourtant, 200 000 morts sur le coup, sans parler des rescapés victimes de la radioactivité qui ont agonisé pendant des années. Or, dans une dizaine de pays dont la France, il y a des arsenaux nucléaires qui menacent la survie de l'espèce humaine, ne serait-ce que par accident, et qui ont provoqué lors des essais à l'air libre de nombreuses leucémies dont les États se désintéressent scandaleusement.

### La course entre grandes puissances

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une course de vitesse entre l'Allemagne nazie et les USA, alliés à la Grande-Bretagne et au Canada, pour la réalisation de bombes utilisant les colossales possibilités de destruction générées par la fission des atomes d'uranium et de plutonium. L'Allemagne a capitulé en avril 45 avant d'avoir terminé sa bombe, et les Américains ont achevé la leur juste avant que le Japon ne s'avoue vaincu. Ils ont profité du contexte pour expérimenter leurs bombes :

l'une à l'uranium, l'autre au plutonium. La démonstration de force leur permettait d'asseoir leur domination sur le monde

Ces 5 pays, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, y disposant du droit de veto, sont officiellement les seuls posses-

Nord, d'entrer dans la danse. D'autres pays s'y sont essayés aussi mais y ont renoncé pour différentes raisons : le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Irak, et tout dernièrement l'Iran...



Hiroshima après la bombe... DR

et d'impressionner l'URSS qui a compris le message.

Celle-ci s'est lancée à son tour dans la course aux armements nucléaires, suivie par la Grande-Bretagne, la France et la Chine.

seurs d'armes atomiques. Ils ont édicté des règles interdisant aux autres de les imiter (traité de « non-prolifération » de 1968). Cela n'a pas empêché l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du

### Équilibre de la terreur et dissuasion

À l'époque de la « guerre froide », les USA et l'URSS ont accumulé des armes susceptibles de détruire plusieurs fois la vie sur terre et ont été parfois à deux doigts de déclencher l'apocalypse. En France, la mise au point de la « bombinette » comme l'appelait le *Canard enchaîné* a poussé les gouvernements à pratiquer des essais...ailleurs que sur le territoire. Ainsi le Sahara et la Polynésie souffrent encore des expérimentations nucléaires françaises.

Le Mouvement de la Paix, qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il était dans les années 50 et 60, une dizaine d'organisations pacifistes, regroupées dans le collectif international Ican, prêchent pour le désarmement nucléaire. Pour sa part, le NPA soutient toutes les initiatives pour le désarmement unilatéral de la France.

## ATOMIC ROYAL

*Ségolène Royal, ministre de l'Écologie et de l'Énergie, a déclaré dimanche 28 février qu'elle était « prête à donner son feu vert au prolongement de 10 ans de la durée de vie des centrales nucléaires françaises »...*

La durée de vie initialement prévue était de 30 ans... Elle a déjà été augmentée à 40 ans et passerait donc à 50 ans ! Alors que la loi sur la

des réacteurs ne fait toujours pas partie de l'équation, et l'arrêt de Fessenheim est sans cesse reporté. La « transition énergétique » version gouvernementale rime avec

ne peut pas faire autrement. EDF souhaite faire fonctionner ses centrales jusqu'à 50 ou 60 ans, mais est soumis à l'autorisation de l'ASN. Celle-ci ne rendra un avis générique sur la possibilité de prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires les plus anciens (ceux des centrales de Tricastin, Gravelines, Blayais, Chinon, Bugey, Cruas) au-delà de 40 ans qu'en 2018, et elle fixera en outre les conditions de sûreté auxquelles la prolongation sera possible.

### L'escroquerie

Mais quand Royal ajoute que ces centrales « sont déjà amorties, donc produiront une électricité meilleur marché », elle ment délibérément. La Cour des comptes chiffre d'ores et déjà – donc hors exigences de l'ASN pour une éventuelle prolongation – à 100 milliards d'euros le

coût des travaux de maintenance et de remise à niveau. Si on ajoute l'enfouissement des déchets, le démantèlement des centrales en fin de vie, et le prix sans cesse revu à la hausse – plus de 10 milliards d'euros – de l'EPR de Flamanville, force est de constater que chercher à faire croire que le nucléaire est une énergie bon marché est tout simplement une escroquerie. Mais le pire n'est évidemment pas là... Le pire est le danger encouru par les populations en cas d'accident et par les salariéEs en particulier sous-traitants lors de leurs interventions, dangers qui sont démultipliés avec le vieillissement des réacteurs. Pour le NPA, la nécessité du moment, ce n'est pas le prolongement, mais la fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de trente ans.

## NOTRE PROJET DE SORTIE

*La sortie du nucléaire est indispensable. Le NPA le martèle depuis toujours, et l'idée que c'est inévitable fait désormais son chemin dans l'opinion...*

Même les forces politiques conservatrices en arrivent à la conclusion que le nucléaire est mort et qu'il va falloir le remplacer. Candidat aux présidentielles 2017, Bruno Le Maire (LR) affirme par exemple : « Je ne crois pas que l'énergie nucléaire soit l'avenir, nous devons investir dans les renouvelables. » Mais, pour eux, ce n'est pas à cause du danger mortifère que représente cette énergie, mais à cause de son coût. Notre parti, lui, n'a pas attendu l'immanquable effondrement économique d'Areva et d'EDF pour réagir. Le problème du délai de sortie reste crucial. En effet, les partisans de la sortie du nucléaire eux-mêmes, comme EELV et le PG, sont prisonniers de leur démarche institutionnelle et adossent sans audace leur programme au scénario Négawatt, concocté par l'association du même nom. Malgré Fukushima et le délabrement progressif de nos centrales, Négawatt prévoit toujours un abandon de la production nucléaire en 22 ans minimum ! Comme l'écrivent ses experts, « ce rythme sans être volontariste est le fruit d'un optimum étroit entre les différentes contraintes (...) notamment industrielles et économiques ». Ces « contraintes » sont évidemment celles des capitalistes.

### En moins de 10 ans

Le scénario du NPA n'y est pas soumis car nous nous appuyons sur une nécessaire expropriation des grands groupes dont nous dépendons aujourd'hui pour l'ensemble de la production énergétique. Depuis 2010, le NPA propose donc une sortie du nucléaire en moins de 10 ans. Son objectif principal est d'apporter une réponse crédible à l'urgence face aux risques terribles et sans cesse grandissants que nous fait courir cette industrie moribonde. Fukushima nous a hélas donné cruellement raison. Nous avons souhaité montrer que ce délai serait techniquement tenable, sans sacrifice majeur de notre confort de vie, et tout en réduisant l'émission de gaz à effet de serre. Et cela non seulement en conservant tous les emplois mais en en créant des centaines de milliers d'autres.

Notre scénario s'appuie sur les deux piliers classiques : économies d'électricité et recours massif aux énergies renouvelables. 25 % d'économies en 10 ans, c'est très facilement atteignable. Le Japon a réussi à économiser 15% d'électricité en moins d'un an après la fermeture de toutes ses centrales. Et sans retour à la bougie !

- 200 à 250 TWh d'électricité renouvelable supplémentaire, ainsi que les moyens de stockage correspondants, en suivant des rythmes d'installation déjà atteints ailleurs (Allemagne, Danemark, etc.)
- Un maintien temporaire de la production thermique actuelle (gaz charbon) qui disparaît progressivement ensuite.
- Une diminution importante de l'émission des gaz à effet de serre grâce au recours à la cogénération.
- Au moins 800 000 emplois créés.

Ce scénario, dont la mise à jour pour 2016 sera prochainement en ligne sur notre site, sera défendu lors des futures actions et campagnes du NPA.



# Ni nucléaire, ni effet de serre



# exproprions les pollueurs !

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE ~ WWW.NPA2009.ORG



Royal admire le beau paysage... DR

transition énergétique prévoit que la part de l'électricité nucléaire en France doit tomber de 70% à 50% à l'horizon 2025, la fermeture

la poursuite du nucléaire. Quand la ministre précise « sous réserve de l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire », c'est qu'elle

## JUSTICE

## L'État raciste !

Le 24 juin 2005, la cour d'appel de Paris a donné raison à cinq personnes, Noires ou Arabes, dans leur plainte contre l'État pour discrimination lors de contrôle policier.

L'État a été condamné pour « faute lourde » à verser 1500 euros de dommages et intérêts à chaque plaignant. Ce jugement reconnaît une violation flagrante des droits de l'homme, une discrimination sévère liée à la couleur de la peau et condamne le contrôle au faciès.

## Un pas en avant...

C'est en conformité avec l'ONU qui rappelait à l'ordre l'Espagne en 2009, par une décision qui affirmait notamment que « tout contrôle de police s'appuyant sur des caractéristiques physiques (comme la couleur de la peau) est illégal et peut avoir des conséquences dangereuses pour la société (racisme et xénophobie) ». Une première victoire donc, saluée par les victimes, par le Syndicat des avocats de France, le Gisti, l'association Stop au contrôle au faciès...

## ... Un pas en arrière

Hélas dans le même temps, la cour d'appel a refusé de reconnaître la discrimination pour huit autres personnes. En effet, elle a estimé que ces contrôles étaient justifiés parce qu'ils s'étaient déroulés dans des « zones dangereuses », à savoir des quartiers populaires de Vaulx-en-Verin ou à Saint-Ouen. Non seulement la promesse de créer un récépissé pour chaque contrôle a été vite abandonnée, mais c'est un pas de plus dans la politique de ségrégation humaine et spatiale du gouvernement. Des jeunes



Racisme d'État, contrôle au faciès... Circulez y a rien à voir! PHOTO:ÉRIQUE ROUGE / JMB

doublément suspects: par la couleur de leur peau et par le fait de vivre ou de passer dans un quartier populaire!

## Vigilance sur les suites judiciaires

Ces huit personnes se pourvoient en cassation tellement l'arrêt de la cour d'appel est un véritable déni du droit à l'égalité, à la liberté d'aller et venir, à la protection de la vie privée. Si le jugement de la cour d'appel n'était pas cassé, il légaliserait l'inégalité de traitement dans les quartiers populaires. Un pas vers l'apartheid?

Évidemment, le gouvernement tient à avoir le dernier mot, et se pourvoit donc aussi en cassation pour contester le jugement qui a reconnu sa « faute lourde » dans cinq contrôles policiers. Il a donc dû fournir un mémoire en justice... dans lequel on peut lire qu'il est légitime de contrôler les Noirs et les Arabes qui ont plus de chances d'être étrangers et sans papiers. Si la Cour de cassation acceptait cette logique, ce serait la consécration du contrôle au faciès et un réel approfondissement de la politique raciste de ce gouvernement.

Roseline Vachetta

Initialement prévue comme réponse instantanée à la présentation de l'avant-projet de loi El Khomri devant le conseil des ministres, la journée du 9 mars prend le sens d'une première riposte à un projet particulièrement criminel.

La première, bonne, surprise fut l'impressionnante montée en puissance de la pétition lancée par l'« activiste qui a du mal à se dire de gauche », Caroline de Haas. L'extrême radicalité du texte proposé par la ministre du Travail a engendré une toute aussi extrême colère dans les réseaux militants. Une colère que l'on sentait monter depuis plusieurs mois au travers de multiples luttes, mais surtout des ripostes organisées en soutien à l'inspectrice du travail d'Annecy, aux salariés d'Air France, de Goodyear, dans les mobilisations autour de Notre-Dame-des-Landes, contre l'état d'urgence ou la déchéance de nationalité...

## Hésitations syndicales

Du côté des directions syndicales, la mollesse de la réponse a immédiatement été largement critiquée dans les équipes militantes. Certes, pas de surprise chez les CFDT-CFE-CGC-CFTC refusant de se prononcer pour le retrait et préparant leurs reculs. Mais de son côté, la direction confédérale CGT a commencé par nous repasser le mauvais plat du « syndicalisme rassemblé », entraînant dans son sillage FO, la FSU, et Solidaires. Certes le communiqué de presse du jeudi 3 mars organisait un partage entre syndicats prêts au dialogue et ceux exigeant le retrait, mais la première initiative de mobilisation était repoussée au 31 mars! L'accélération est venue du côté des organisations de jeunesse mises en colère plus particulièrement par l'aggravation de la précarité et de la libéralisation des possibilités de licenciement



CHARMAG

qui découleraient du vote du projet de loi El Khomri. Le 10<sup>e</sup> anniversaire et la mémoire de la victoire de la jeunesse contre le Contrat première embauche (voir dossier dans *l'Anticapitaliste* n°323) sont venus à point pour donner confiance et envie d'engager la mobilisation.

## Une mobilisation qui monte

En retenant la date du 9 mars, les organisations de jeunesse ont ainsi offert aux équipes militantes syndicales la possibilité de se fixer un premier objectif de mobilisation réclamé largement au-delà des responsables syndicaux, « à la base » ou dans échelons intermédiaires. C'est ainsi que dans la foulée se sont multipliés les appels à

rassemblements, débrayages, grèves, issus de nombreuses structures, syndicats, union locales, unions départementales, fédérations de la CGT, de Solidaires...

Critiquée, bousculée, la direction de la CGT s'est trouvée contrainte d'appeler à participer aux mobilisations du 9 mars, même après que le gouvernement a annoncé le report de la présentation de la loi au conseil des ministres du mercredi 23 mars. Un report dont il espérait bien qu'il ferait tomber au moins provisoirement la mobilisation. Échec. Deux semaines qu'il espère surtout mettre à profit pour dissuader la CFDT et ses ombres de s'engager plus avant dans la mobilisation, moyennant quelques

aménagements, les moins substantiels possible...

Malgré tout, la CGT s'est crue obligée d'appeler à Paris à un rassemblement avec des lieux et heures différents de ceux annoncés par les organisations de jeunesse. Les fantômes de Cohn-Bendit et Krivine hanteraient-ils encore à Montreuil les couloirs de la confédération?

D'ores et déjà, il est assez largement acquis que pour une majorité de salariéEs, voire de la population, cette loi non seulement ne réglera pas le problème du chômage mais que c'est une attaque terriblement brutale contre les droits des travailleurEs.

## Du passif faisons table rase

Et, fait nouveau, dans les assemblées générales étudiantes, dans les discussions non seulement avec les militantEs, les syndiquéEs, les salariéEs dans les entreprises, c'est la question de « comment gagner » qui est posée. Si dans la jeunesse, la mémoire du CPE peut aider, parmi les salariéEs, les retours explicatifs sur 2007, 2010 sont indispensables. Et le retour en mobilisation des cheminotEs, des salariéEs de la RATP, renvoie un petit souffle de 95. Lors de la mobilisation de 2010, la grève dans les raffineries avait momentanément ouvert la possibilité d'un blocage de l'activité économique. La réquisition judiciairement ordonnée par le gouvernement et le peu d'empressement des directions fédérales et confédérales CGT à apporter un soutien total dans cet affrontement en avait signé la défaite. En tirant tous les bilans, c'est à cette construction d'un rapport de forces ouvrant la possibilité d'infliger une défaite au gouvernement que nous nous attelons.

Robert Pelletier

## Ils sont d'accord...

Florian Philippot: « Je pense que le changement ne viendra pas de la rue ». Jean-Louis Debré: « La légitimité ne se fonde pas sur le nombre mais sur une élection. Si on commence à gouverner avec les réseaux sociaux, on ne fera rien »...

## TOULOUSE (31) LOGEMENT

## 10 jours de lutte... Et une grande victoire!

À Toulouse, le jeudi 11 février, 36 sans-abri et le DAL ont occupé le conseil régional. Au même moment, les salariéEs du 115, en grève, faisaient une action.

Le ministère a débouqué 825 000 euros mais sans régler le problème des sans-abri qui demandaient un toit. La préfecture a proposé des places d'hébergement pour les seules femmes... que celles-ci ont refusé par solidarité. C'est une solution globale pour les 36 ou rien!

Le jeudi 18 février, les sans-abri ont décidé d'installer un camp sur la place de Jean-Jaurès. Quoi de mieux que cette place pour

empêcher les autorités de détourner les yeux, convaincre directement la population, médiatiser la lutte? Les soutiens alimentaires, matériels et financiers ont afflué de la part d'associations et de la population, et une pétition a regroupé plus de 500 signatures. Dans un climat rigoureux, les SomalienEs, les BulgarienEs, les GéorgienEs et les FrançaisEs du campement se sont organisés.

## Deux campements

Un procès a demandé l'expulsion immédiate et 2500 euros

d'amendes. Grâce à l'avocate du DAL Toulouse, la juge a décidé de les laisser passer le week-end, ne demandant aucune amende. Mardi matin, devant l'ampleur de la mobilisation, la préfecture a décidé de crever l'abcès en expulsant...

Profitant de la dynamique, un autre camp est installé l'après-midi même dans les jardins de la basilique Saint-Sernin, au nez et à la barbe des autorités qui ne s'y attendaient pas. Bandoles, musique, repas partagé et occupation, ont duré jusqu'au

vendredi 26 février. La solidarité de la population et des organisations de la ville ne faiblit pas, la détermination des 36 sans-abri et des militantEs du DAL non plus. La préfecture a reculé tout au long de la mobilisation, proposant au début 5 places, puis 15, puis 20... Elle a finalement cédé le vendredi, après une évaluation sociale qui ne fait que constater la situation précaire des 36. Au final, la préfecture a proposé l'hébergement dès le soir même de 27 personnes, 5 autres lundi suivant (elles ont été hébergées grâce au réseau militant pendant le week-end), 4 ayant trouvé une solution la veille de la négociation. La détermination, la solidarité et la lutte ont payé! On lâche rien!

Comzki



Le véritable état d'urgence... DR

## SANS-PAPIERS

## Vingt ans après, l'esprit

Le 18 mars 1996, plus de 300 sans-papierEs originaires pour la plupart du Sénégal et du Mali se sont donné rendez-vous à l'aube pour « frapper un grand coup ». Totalement déterminés, accompagnés par quelques soutiens, amenant avec eux les vivres et les vêtements nécessaires à une longue occupation, ils et elles investissent l'église Saint-Ambroise, boulevard Voltaire à Paris. Ils ne savent pas encore qu'ils vont écrire une des plus belles pages des luttes de l'immigration qu'ait connues ce pays.

Excédés par les promesses jamais tenues par les gouvernements successifs de droite comme de gauche, dénonçant la politique du « cas par cas » et les critères de

régularisation, les sans-papiers ne veulent plus subir l'arbitraire des préfectures et l'individualisation des dossiers. Ils et elles entendent désormais agir en tant que mouvement national reconnu,

INSEE

# Conditions de travail, inégalités : de pire en pire!

Comme chaque année, l'Insee a publié les « Tableaux de l'économie française »<sup>1</sup>, un utile recueil de données économiques et sociales. Impossible d'en faire ici une synthèse, on se contentera d'en extraire quelques informations frappantes.



Dans la manifestation du 8 octobre dernier. PHOTO: THÈQUE ROUGE / MILO

Incontestablement, les conditions de travail des salariéEs se dégradent. Le travail à temps partiel croît depuis plusieurs dizaines d'années, notamment chez les travailleurs peu qualifiés. En 2014, le taux de temps partiel est de 19%, contre moins de 10% il y a 30 ans. Il concerne 31% des femmes et 8% des hommes. Dans une forte proportion (43%), le temps partiel est subi. La proportion de personnes concernées par des horaires atypiques a légèrement progressé en un an. 1 actif sur 4 a travaillé le soir au moins une fois au cours du mois précédant l'enquête menée en 2014, 1 sur 10 la nuit, 4 sur 10 le samedi, 2 sur 10 le dimanche. La preuve que la « rigidité » du code du travail est toute relative et n'empêche pas les patrons de perturber la vie personnelle des salariéEs...

Le taux de pauvreté a reflué légèrement en 2013: le nombre de personnes ayant un niveau de vie inférieur à 60% du niveau médian est de 14% (-0,3 points). Il reste néanmoins supérieur à celui d'avant crise (13% en 2008). La pauvreté frappe avant tout les jeunes (19% des moins de 30 ans), et davantage les femmes (14,3% contre 13,6% pour les hommes).

Un indicateur reflète la situation sociale dégradée. Malgré les progrès de la médecine, l'espérance de vie a reculé en 2015 aussi bien pour les femmes (-0,4 an) que pour les hommes (-0,3 an).

## Plein emploi... Où ça ?

La situation est souvent bien pire ailleurs. La France reste encore un des pays les moins inégalitaires et où les conditions de travail sont le moins dégradées. Même si des pays comme l'Allemagne ou les États-Unis affichent des taux de chômage officiels autour de 5%, une réalité sombre se cache derrière ces chiffres. En Allemagne, le temps partiel concerne 28% des salariéEs, et presque une femme sur deux. Aux Pays-Bas, c'est encore pire, avec 50% de temps partiel (et 77% pour les femmes!). Aux États-Unis, le taux de pauvreté est

de 24%, et le quasi plein-emploi qu'on nous vante est une escroquerie. En réalité, le taux d'emploi des personnes en âge de travailler est plus faible aux États-Unis qu'en France<sup>2</sup>. Cela signifie qu'une grande partie de la population états unienne ne travaille pas... tout en n'étant pas comptabilisée parmi les chômeurs! Il ne s'agit pas de repeindre en rose le sort des salariés en France, mais de bien comprendre l'enjeu de la contre-réforme El Khomri: faire sauter les protections du code de travail pour aligner la France sur les pays les plus rétrogrades. À l'avenir qu'ils nous dessinent, la loi de la jungle et une explosion des inégalités, nous devons opposer le droit au salaire à vie.

de 24%, et le quasi plein-emploi qu'on nous vante est une escroquerie. En réalité, le taux d'emploi des personnes en âge de travailler est plus faible aux États-Unis qu'en France<sup>2</sup>. Cela signifie qu'une grande partie de la population états unienne ne travaille pas... tout en n'étant pas comptabilisée parmi les chômeurs!

Il ne s'agit pas de repeindre en rose le sort des salariés en France, mais de bien comprendre l'enjeu de la contre-réforme El Khomri: faire sauter les protections du code de travail pour aligner la France sur les pays les plus rétrogrades. À l'avenir qu'ils nous dessinent, la loi de la jungle et une explosion des inégalités, nous devons opposer le droit au salaire à vie.

**Gaston Lefranc**

1- Cf. [http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?ref\\_id=TEF16](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?ref_id=TEF16)

2- Cf. <http://www.slate.fr/economie/87645/france-travail-etats-unis-25-34-ans>

BARJAC (GARD)

## Le gaz de schiste, on n'en veut pas!

Après la décision du tribunal administratif de Cergy-Pontoise de réattribuer à Total son permis abrogé en octobre 2011, les collectifs du Sud-Est ont immédiatement réagi et préparé la mobilisation.

**B**arjac, bourgade de 1500 habitants à la limite nord du Gard avec l'Ardèche, avait

soutien des élus et dénonciation par les collectifs de la poursuite de l'attribution de permis. Le soleil s'imposant, près de 15 000

de la roche» au lieu de celui de «fracturation hydraulique» interdit par la loi de juillet 2011 – peut faire jurisprudence...

Le gouvernement a fait appel du jugement, mais c'est la révision de la loi Jacob pour interdire cette exploitation qu'il faut viser. Le député UMP Christian Jacob ne réclamait-il pas récemment le «droit d'expérimenter» prévu dans la loi, mais non appliqué? Aucune autre technique de forage que la fracturation hydraulique n'existant, n'est-ce pas un blanc-seing donné à l'attribution de nouveaux permis?

Forte de cette mobilisation réussie, de la signature par 300 élus présents de l'appel national des collectifs, la résistance se poursuivra. Augmenter le rapport de forces, faire converger les mouvements en faveur d'une transition énergétique anticapitaliste, tel est l'enjeu actuel.

**Gérard Gagnier**



TOTALement contre le gaz de schiste. PHOTO: THÈQUE ROUGE / DANIEL BREUIL

bien organisé l'accueil des manifestantEs contre l'exploitation du gaz de schiste dimanche 28 février. La grande place, décorée de banderoles et de stands, s'est remplie dès le matin, malgré le ciel gris, et animée par des musiciens. Dès le début des prises de parole, le ton est donné par l'organisateur: «Nos vies valent plus que leurs profits!» puis ont alterné

manifestantEs, déterminés, inventifs et vigilants, ont fait le tour du village l'après-midi.

### Le «droit d'expérimenter» ?

La vigilance est nécessaire, car l'argutie juridique utilisée pour rétablir le permis de Total – qui utilisait dans le rapport sur son permis le terme de «stimulation

PRESSE

## Que vive le Progrès social!

Lancer un quotidien national d'opinion engagé, sans aucune publicité et sur format papier, c'est un pari un peu fou, non? Ça l'est encore plus quand il s'agit d'une initiative d'actrices et d'acteurs du mouvement social: militantEs associatifs, syndicaux, de l'éducation populaire, d'organisations politiques etc. Le Progrès Social est le titre de ce nouveau journal de quatre pages en couleurs lancé ce mercredi et qui paraît du mardi au samedi.



**D**ès ses débuts, le mouvement ouvrier a longtemps publié une presse quotidienne combative qui manque cruellement aujourd'hui. Être financé uniquement par des abonnements, c'est le prix d'une réelle indépendance pour mener les combats face à ceux qui aimeraient tant faire disparaître toute contestation.

Qu'il s'agisse du fonctionnement – prises de décisions collectives, égalité salariale – ou de la ligne éditoriale – (re) donner la parole à celles et ceux qui s'impliquent dans la vie citoyenne –, ce journal se voit comme un outil pour participer à la construction du progrès social et dépasser les clivages: c'est là tout le sens de contribuer à un projet d'émancipation individuelle, collective et laïque en refusant le fatalisme ambiant.

### Comprendre... et se détendre

Chaque militantE est confronté à de nombreuses questions et obstacles: comprendre l'actualité, les nouvelles lois, le droit du travail, les enjeux internationaux, l'économie et les propositions alternatives, réaffirmer les engagements féministes, écologiques ou encore antifascistes, voilà un exercice que l'absence d'une presse quotidienne fidèle aux valeurs d'émancipation rend plus difficile si l'on veut continuer à s'informer ou simplement se former. Chaque samedi, il y aura aussi un peu de détente avec un supplément de quatre pages, les Jours heureux, point essentiel alors qu'on célèbre les 80 ans des congés payés et de la journée de 8 heures, obtenus de haute lutte: musique, sports, expositions, cinéma, sciences et littérature... Il y en aura pour tous les goûts.

**LD**

Abonnement en ligne sur [www.leprogresssocial.fr](http://www.leprogresssocial.fr), onglet «abonnement».

## des Saint-Bernard toujours présent!

revendiquent leur indépendance et leur autonomie de décision. Cette irruption spectaculaire sur la scène publique des sans-papiers, sans droits, sans voix, va rapidement leur attirer la sympathie d'une partie de l'opinion publique, et la solidarité du mouvement syndical (SUD, CGT, CNT), associatif (Droits Devant!! dès le premier jour), et plus généralement des forces progressistes. Délégés sans ménagement dès le lendemain de l'église Saint-Ambroise, les sans-papiers occupent alors le gymnase Japy. L'Abbé Pierre et de nombreuses personnalités viennent témoigner leur solidarité... et le gouvernement Juppé, «droit dans ses bottes», et

son ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré envoie la police pour évacuer le gymnase. Après une courte halte dans les locaux syndicaux de SUD, les sans-papiers vont tour à tour être hébergés au théâtre du Soleil à la Cartoucherie de Vincennes, dans les entrepôts SNCF désaffectés de la rue Pajol, avant d'investir l'église Saint-Bernard, en plein cœur du quartier de la Goutte-d'Or, d'où ils seront évacués par 1500 gendarmes et CRS à l'aube du 23 août. Image forte en symbole, la porte de l'église sera fracassée à la hache par les flics. Cette évacuation extrêmement brutale, effectuée «avec humanité et cœur» selon Debré, reste à

jamais inscrite dans les mémoires de celles et ceux qui l'ont vécue: les abords de l'église occupés par des soutiens gazés et matraqués, des personnalités enchaînées aux grévistes de la faim embarqués dans les cars, des manifestations spontanées dans le quartier toute la journée...

### Célébrer comme il se doit cet anniversaire!

Paradoxalement, la répression constante et déterminée du pouvoir durant toute la durée du conflit n'aura pas l'effet escompté. En prenant leurs affaires en main, en sortant de l'ombre, en posant collectivement les enjeux de

leur lutte, les Saint-Bernard posaient les jalons d'un mouvement national et permanent des sans-papiers. Pendant les quatre mois qu'a duré la lutte, des collectifs de sans-papiers se sont développés partout en France, qui par la suite allaient donner naissance à la Coordination nationale des sans-papiers (CNSP) et à l'Union nationale des sans-papiers (UNSP). Unifiés par la revendication devenue depuis le slogan repris dans chaque manifestation, «*Le cas par cas on n'en veut pas, régularisation de tous les sans-papiers!*», les Saint-Bernard ont jeté des bases qui protègent jusqu'à aujourd'hui, les sans-papiers en lutte de toutes les volontés de récupération ou de dénaturation de leurs combats. Afin de donner à cet événement l'ampleur qu'il mérite, une coordination

regroupant les collectifs de sans-papiers, des organisations syndicales, et des associations actives dans le soutien, propose ces quatre prochains mois une série d'initiatives (débat, projections de films, expos photos, pièce de théâtre...)<sup>1</sup>.

Le cas par cas on n'en veut pas, régularisation de tous les sans-papiers!

### Alain Pojolat

1- Cela commence le vendredi 18 mars, anniversaire de l'occupation de l'église Saint-Ambroise, par un appel à se rassembler dès 17h devant l'église (métro Saint-Ambroise). À l'issue du rassemblement, un meeting se tiendra à 19h à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau (métro République) sous la présidence de Madijguène Cissé, porte-parole charismatique des Saint-Bernard, et d'Hamadi Camara, délégué infatigable du Collectif. Y prendront la parole des membres de l'UNSP, des avocats, Droits Devant!!, Migreurop, RESF, la CGT et Solidaires.

## Les comités en action!

**Valence (26) Contre l'état d'urgence et la criminalisation.** Le samedi 28 novembre dernier, Stop nucléaire 26/07, la Frapna Drôme, Stop Tafta et le collectif Val-de-Drôme contre les gaz de schiste, appelaient à un rassemblement devant la gare de Valence afin de participer à la manifestation lyonnaise pour peser sur la COP21. La préfecture de Lyon ayant interdit la manifestation, les organisateurs avaient cédé aux injonctions du gouvernement et supprimé la manifestation. Les organisateurs du rassemblement de Valence avaient décidé de maintenir leur rassemblement dans Valence. Partis à une bonne cinquantaine de la gare de Valence, ils ont organisé une distribution de tracts dans le centre ville où se trouvaient déjà des partis politiques qui distribuaient dans le cadre des élections régionales (PR, PS, EELV, etc.). La police nous a sommé de partir, et nous avons refusé, invoquant le fait que nos organisations distribuaient chaque semaine le samedi une information à la population. Ils ont pris le nom d'un « responsable »... et quelques jours plus tard, celui-ci a été convoqué début janvier au commissariat sur demande du procureur de la République. Une centaine de personnes accompagnaient le militant de Stop nucléaire au commissariat, et malgré la présence d'une compagnie de police qui tentait de les repousser, ils sont restés jusqu'à son retour plus d'une heure après sa convocation. Le procureur, gêné sans doute par la présence d'autres distributions de tracts le même jour et par le soutien affirmé lors de la comparution au poste de police, a renoncé à poursuivre, se contentant d'une convocation au tribunal le 10 mars pour « un simple rappel à la loi ». Et devant la mobilisation qui s'est organisée pour ce jour-là, le représentant du procureur a annoncé un report de l'audience au 24 mars. Le rassemblement est donc reporté ce jour-là à 10h30 devant le tribunal de Valence. Il est soutenu par l'ensemble des associations valentines et drômoises, des partis politiques (PCF, PG, NPA, Ensemble Ardèche, EELV) et des syndicats (FSU, CGT et Solidaires). Toutes et tous disent qu'ils ne céderont pas aux tentatives d'intimidation, et refusent l'état d'urgence.

**Sélestat (67) 2400 manifestantEs contre «l'hôstérite»** Samedi 27 février, l'appel à manifester de l'association du personnel «Je veux un hôpital à Sélestat» (JVHS) a rencontré un véritable succès : 2400 personnes ont battu le pavé, au côté des travailleurs hospitaliers, des syndicats (CGT, FO, CFTD, CFTC, UNSA, FNSEA), des élus locaux (LR pour la plupart...) et du NPA Sélestat/Bas-Rhin – seule force politique affichée –, pour le maintien du service de réanimation et la sauvegarde de ce centre hospitalier qui concerne 180 000 habitants. Cette mobilisation, d'une ampleur inédite pour notre sous-préfecture alsacienne de 20 000 âmes, a également



DR

offert un cadre d'expérimentation de la solidarité interprofessionnelle avec la présence d'un cortège de salariés de l'entreprise Albany International Sélestat luttant contre la réorganisation de leur département « Recherche et développement » (22 postes menacés sur les 25 postes actuels). Les élus et des représentants du mouvement ont été reçus en fin de manifestation par le sous-préfet qui s'est abstenu de toute annonce publique. Quelles sont les raisons de ce succès ? La récurrence des attaques visant l'hôpital de Sélestat et, corrélativement, la prise de conscience d'être confronté à une politique visant à le démanteler progressivement : suppression par la direction de 25 postes et non-renouvellement de CDD en 2012, fermeture par l'Agence régionale de santé en 2015 de l'unité de néonatalogie en dépit d'une campagne de pétition d'envergure (20 000 signatures), projet de création en 2016/2017 d'un centre intercommunal par fusion

Or, si la mobilisation contre l'état d'urgence se montre, heureusement, déterminée et organisée, la guerre est très largement invisible, y compris dans les milieux militants. Le silence est de mise dans les médias et l'on ne sait rien ou presque de ce que fait «notre» État dans les guerres qu'il a engagées depuis plusieurs années.

Car la France était en guerre bien avant les attentats : en Irak, en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Centrafrique... Ces conflits doivent être désignés par leur nom : ce sont des guerres impérialistes. La France n'a aucun « rôle positif » dans ces interventions, malgré ses prétentions puisées à l'ancien répertoire colonial.

Contre ces guerres d'ingérence et de pillage, où les intérêts économiques et diplomatiques des puissants frappent et écrasent les peuples, un collectif, Ni guerres ni état de guerre, a été fondé en janvier. Son appel, signé par de nombreuses personnalités et organisations (politiques, syndicales, associatives), exige l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait des bases militaires, la fin des traités et alliances (OTAN...). Il dénonce le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres lespires dictatures, et combat la militarisation de la société, le quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militaro-sécuritaire. Enfin, il affirme son soutien au droit à l'autodétermination des peuples, apportant sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation.

avec l'établissement hospitalier d'Obernai (26 km de distance...) et donc, fermeture en avril 2016 du service de réanimation, ce qui rend caduque toutes les activités chirurgicales sur ce site pourtant rénové en 2011. Une étape significative vient d'être franchie. Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

### Toulouse (31) Préparer la mobilisation pour le retrait du projet de loi travail!

Jeudi 3 mars, 80 personnes ont répondu présent à la réunion publique du NPA qui a invité dans son local toulousain Simon Picou, militant CGT à l'inspection du travail, pour expliquer le projet de loi El Khomri. La présentation des différentes mesures a permis aux participants d'affiner leurs arguments pour mobiliser contre une attaque historique contre les travailleurs. S'en est suivi un échange sur la situation politique et les tâches qui sont devant nous pour construire la grève. La diversité des interventions témoigne d'un certain dynamisme du NPA, mais également des responsabilités de ses militantEs pour construire avec d'autres l'affrontement face au gouvernement. Ont pris la parole des étudiantEs, des chômeurEs, des travailleurEs de la SNCF, de l'hôpital, sous-traitants d'Airbus, de La Poste, de la territoriale, de l'université... Étaient également présents des salariés de la Ligue de l'enseignement en grève depuis 24 jours contre des suppressions d'emplois. La discussion a mêlé des témoignages sur les conditions de travail, l'explication des attaques dans les différents secteurs, et des échanges sur la mobilisation et la grève à construire à partir de



DR

9 mars. Nous avons pu élaborer collectivement sur plusieurs aspects : Comment faire le lien entre l'exigence du retrait de la loi travail et les revendications sectorielles, notamment chez les chômeurs, à la SNCF, ou chez les fonctionnaires ? Quelles leçons des précédentes grèves ? Comment ancrer la grève dans les entreprises, bloquer l'économie, l'auto-organisation et les

# Un collectif contre les interventions militaires impérialistes

Après les terribles attentats du 13 novembre dernier, le gouvernement ne nous a pas laissé le temps du silence et du deuil : il a proclamé immédiatement l'état d'urgence et a accentué son intervention militaire. Il fallait réagir vite, face à ces décisions prises en notre nom et que nous combattons...

**COLLECTIF**  
**NI GUERRES, NI ETAT DE GUERRE**

### Pour la renaissance d'un vrai mouvement antiguerre

Organisé par le collectif, un premier rassemblement a eu lieu le 27 février : les interventions politiques ont alterné avec des contributions artistiques, poétiques et musicales. À Paris, les réunions du collectif se tiennent tous les mercredis soirs à la Bourse du travail. De premiers comités locaux se sont créés à Fontenay-sous-Bois, Nantes, Lille, Grenoble et

Marseille. Un site internet existe qui vise à rassembler une documentation solide sur la nature de ces guerres, les intérêts en jeu et l'importance des résistances. Présent pour une table ronde à l'ouverture de la Semaine anticoloniale samedi 5 mars, le collectif tiendra également un point fixe le 12 mars lors de la manifestation contre l'état d'urgence. Il participe également à l'organisation de la manifestation contre la guerre,

le racisme et le colonialisme, qui aura lieu le samedi 19 mars (départ à 14h de Barbès).

À l'heure d'un déchaînement militaire qui met nombre de régions du monde à feu et à sang, en particulier au Moyen-Orient, il est grand temps qu'un vrai mouvement antiguerre renaisse!

**Correspondante**

Site: <http://collectifantiguerre.org>  
Contact: [antiguerre16@gmail.com](mailto:antiguerre16@gmail.com)

coordinations locales et nationales ? Comment poser la question du pouvoir, en lien avec les luttes ? Bref, une initiative réussie, qui donne envie et espoir... Vers la grève générale ?

### Lille (59) 450 étudiantEs en meeting contre la loi El Khomri.

Le meeting unitaire, qui s'est tenu à l'université de Lille 3 ce jeudi 3 mars contre la loi El Khomri et en soutien aux Goodyear, a été une franche réussite. Il a regroupé près de 450 étudiants dans une ambiance très combative. Cette première initiative montre les possibilités qui existent dans la jeunesse pour un mouvement de masse capable d'entraîner le monde du travail comme il y a 10 ans contre le CPE. La venue de Mickaël Wamen des Goodyear et Gaël Quirante de La Poste a permis de partir de la réalité des attaques du patronat et des résistances des travailleurs qui s'y opposent. Ces interventions ont été ponctuées par de nombreux applaudissements, montrant comment ces groupes, qui font des millions d'euros de bénéfices, en viennent à supprimer des emplois, à fermer des usines et à réprimer violemment toutes celles et ceux qui s'opposent à leur politique. Beaucoup d'étudiantEs qui ont eux-mêmes vécu par l'intermédiaire des petits boulots les mécanismes d'exploitation mis en place par les patrons se sont reconnus dans ces interventions. Le meeting a également montré une défiance importante des étudiantEs vis-à-vis de la réforme et a permis d'expliquer que celle-ci allait vider le code du travail de toute sa substance pour nous faire travailler plus, en étant moins payés et finalement nous licencier plus facilement. Après les deux interventions, le meeting s'est transformé en assemblée générale. La discussion qui s'est engagée a montré la grande colère et l'envie d'en découdre qui peut exister contre ce gouvernement. Beaucoup d'étudiantEs sont revenus sur leur expérience d'exploitation au travail. Il y a donc urgence à susciter l'implication de toutes pour agir, discuter, organiser la mobilisation. Un premier comité de mobilisation au lendemain du meeting a réuni une quinzaine de personnes pour préparer le 9 mars, dont plusieurs étudiantEs convaincus par le meeting et les interventions de la veille. Les frontières entre les étudiantEs et les travailleurEs sont de plus en plus minces. Il y a donc un enjeu pour multiplier ce genre de convergences dans des réunions et dans la rue, d'autant que la loi El Khomri touche

autant les jeunes que les travailleurs déjà au boulot.

### Rouen (76) Santé et migrants, une réunion réussie.

Vendredi 4 mars, une quarantaine de participantEs, dont la moitié n'était pas membres du NPA, se sont retrouvés à notre local rouennais à l'occasion d'une réunion organisée par le comité santé social de Rouen : « Santé et migrants : est-ce ainsi que les hommes et les femmes vivent ? » Professionnels de santé, travailleurs sociaux, militantEs d'associations de soutien aux migrants de Rouen et de Dieppe ont écouté les interventions de notre camarade Frank Prouhet, médecin généraliste et élu municipal du NPA, de Christel (infirmière en psychiatrie) et Jacqueline (gynécologue), professionnelles engagées auprès des migrants, qui nous avaient fait l'amitié de venir apporter leur témoignage. L'une a montré les conséquences des traumatismes répétés des migrants qui fuient



DR

les guerres ou les génocides, traversant terres et mers au péril de leur vie et à la merci des passeurs, pour être « accueillis » dans des conditions indignes au « pays des droits de l'homme ». L'autre a particulièrement insisté sur la situation des mineurs isolés abandonnés à la rue, exposés à la violence, à la prostitution ; l'État, les services sociaux ne respectant pas leurs obligations... Le débat s'est ensuite engagé entre les participantEs, pour, au-delà du constat, dégager des pistes d'action commune : rendre visible la réalité concrète du sort fait aux migrantEs, mieux coordonner l'action des bénévoles, des militantEs, des professionnelles du secteur social et sanitaire dont les institutions ne font souvent que relayer les consignes gouvernementales, et faire que le mouvement ouvrier (syndicats, partis), bien frileux sur ces questions, s'implique davantage. La discussion s'est ensuite prolongée par un pot amical et le souhait de toutes et tous de nous retrouver prochainement.

Exposition

# « Darwin, l'original »

Jusqu'au 31 juillet 2016 à la Cité des sciences de la Villette (Paris 19e)

La Cité des sciences de la Villette et le Muséum d'histoire naturelle nous font découvrir la pensée de Darwin et la formidable révolution scientifique de sa théorie de l'évolution.

Dans un magnifique décor végétal et animal de reproductions du 19<sup>e</sup> siècle, nous suivons Darwin au long d'une vie au cours de laquelle, le scientifique, le naturaliste et l'humaniste anti-esclavagiste, a élaboré sa compréhension des mécanismes de l'évolution. Nous assistons à sa longue et patiente mise en relation des données de ses observations et études personnelles aux connaissances scientifiques de son époque, où géologie, anthropologie, paléontologie, biologie... connaissent un essor sans précédent en lien avec la révolution industrielle anglaise. Son tour du monde de naturaliste sur le *Beagle*, et l'observation de milliers d'espèces animales lui permettent de comprendre le rôle de la sélection naturelle comme mécanisme majeur de l'évolution.

Darwin s'attache à apporter les preuves de l'évolution par un travail colossal d'observations, d'expérimentations, d'étude des techniques des éleveurs anglais qui sélectionnent des caractères particuliers chez les pigeons ou les chiens... Il tient à ce que *l'Origine des espèces* en 1859, qui expose sa théorie de l'évolution, réponde à toutes les objections, les critiques de ses détracteurs, et en particulier celles de l'Église, pilier de la société victorienne, dont le dogme d'un monde d'origine divine, vieux de 6 000 ans et peuplé d'espèces fixes et immuables, se trouve ruiné. Darwin s'affranchit des préjugés de son époque en osant voir la nature telle qu'elle est. Vingt ans après *l'Origine des espèces*, en 1871, il pousse les conséquences de l'évolution jusqu'à... l'homme, partie intégrante du monde animal

dont il est issu, dans *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*.

« Un enjeu politique »

On découvre enfin une partie moins connue de la pensée de Darwin, qui intègre l'éthique, la culture humaine, non comme une morale extérieure à la nature, mais inscrites dans les mécanismes mêmes de l'évolution, par la sélection de comportements sociaux basés sur la coopération, la base du succès de l'espèce humaine. Dès son origine, la théorie matérialiste et humaniste de Darwin a fait l'objet de déformations, de caricatures. Spencer, l'inventeur du darwinisme social, qui la réduisit à la concurrence et à la loi du plus fort, y vit la justification du libéralisme... Le propre cousin de Darwin, Galton, utilisa la sélection naturelle pour justifier ses élucubrations racistes et eugénistes, partisan de la stérilisation des pauvres... pauvres parce qu'« inaptes ». C'est à ces idées qui perdurent encore aujourd'hui et à l'ignorance de la pensée réelle de Darwin que veut s'attaquer le concepteur de l'exposition, Éric Lapie : « Il y a un enjeu politique,

lié au contexte actuel, de la compréhension de Darwin et du darwinisme. Quand j'entends des discours qui prétendent s'appuyer sur lui... dans le cadre d'un plan de licenciements dans une entreprise et où on nous ressort l'antienne des "plus aptes", de "la lutte



pour la vie", ou de la "sélection naturelle"... je me dis qu'il est plus que temps de déconstruire ces discours trompeurs». Un remarquable voyage dans une pensée matérialiste riche et féconde. À faire absolument !  
**Christine Héraud**

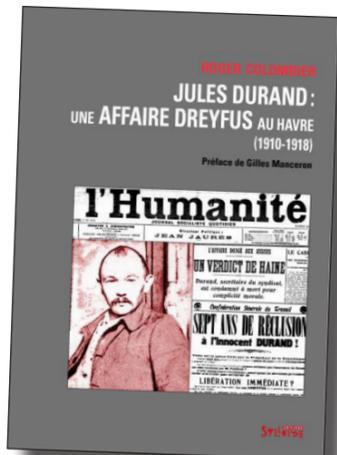
Essai

# Jules Durand : une affaire Dreyfus au Havre en 1910

Roger Colombier, éditions Syllepse, 2016, 15 euros

Cet ouvrage est une nouvelle contribution à la connaissance de l'affaire Durand, dont la mémoire a été occultée tout au long du 20<sup>e</sup> siècle.

Les ouvriers charbonniers du port du Havre, qui déchargent dans des conditions abominables les bateaux, sont les les pauvres des prolétaires. La majorité ne sait ni lire ni écrire, le travail journalier est tellement irrégulier que nombre d'entre eux couchent dans les wagons et vivent au petit bonheur. Ils s'organisent dans un syndicat CGT et se mettent en grève en août 1910. Cette grève est dure, tendue, à cause de la répression et des manœuvres patronales, des jaunes qui font la double journée, dormant sur place pour éviter d'avoir affaire aux grévistes. Un d'entre eux rencontre, au cours d'une soirée bien



arrosée dans les «bas-fonds» du port, trois grévistes, eux aussi ivres. Une bagarre s'engage, il est tué. Les trois grévistes sont rapidement arrêtés, ainsi que les responsables du syndicat, dont le secrétaire Jules

Durand. Les patrons fabriquent des «témoins» (non grévistes) qui affirment contre toute évidence que la mort de ce jeune a été décidée en assemblée générale des grévistes à l'instigation du syndicat. Malgré les centaines de témoins, les affirmations du chef de la sûreté du Havre, des indicateurs de police confirmant que rien de tel n'avait été discuté, le tribunal condamne les trois grévistes à des peines de travaux forcés et Jules Durand, en tant que secrétaire du syndicat, à la peine de mort.

Climat antiouvrier

Le procès s'est déroulé dans un climat antiouvrier très violent, les grèves se multiplient : «partout on n'entend parler que de meetings révolutionnaires, de violences, de sabotages...», dira le procureur dans son réquisitoire. Le gouvernement de l'ancien socialiste Briand, qui venait de réquisitionner les cheminots en grève, emprisonne les dirigeants

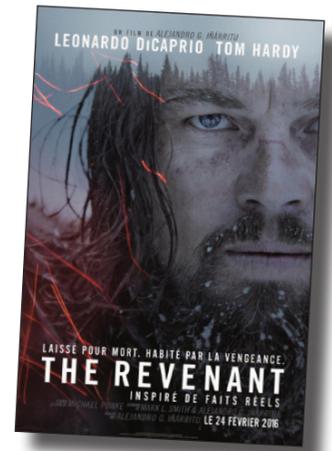
du comité de grève, révoque 2459 cheminots. Dès le prononcé du jugement, les jurés signent un recours en grâce, le procureur parlant de «méprise» du jury. Dans les mois qui vont suivre, des témoins se rétractent, les protestations se multiplient. La CGT, la LDH, le Parti socialiste, et de plus en plus de députés radicaux socialistes se mobilisent, avec une solidarité internationale. Se multiplient les grèves, les meetings, les protestations diverses. Alors que la CGT prépare une grève générale, le président de la République commue la peine de mort en 7 ans de prison. Deux mois après la condamnation à mort, le jugement est annulé, et Jules Durand libéré. Mais les mauvais traitements du condamné à mort ont eu raison de sa santé mentale. Il sera interné à l'hôpital psychiatrique dans lequel il mourra en 1926. Le rapprochement entre l'affaire Durand et l'affaire Dreyfus, qui avait agité le pays une douzaine d'années plus tôt, s'impose très vite. Il y a la même injustice, mais l'institution judiciaire n'a pas réagi de la même façon, tout comme une partie des dreyfusards. Car il fallait pour cela accepter que la défense des droits sociaux fasse partie intégrante des droits de l'homme...  
**Patrick Le Moal**

Cinéma

# The revenant

De Alejandro González Iñárritu, avec Leonardo DiCaprio, Tom Hardy et Domhnall Gleeson. Sortie le mercredi 24 février 2016

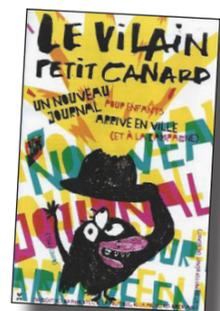
Le réalisateur mexicain nous avait habitués à des films originaux et subversifs comme *Amours chiennes* et *Babel*. Il s'est lancé dans un grand blockbuster hollywoodien qui remporte un succès considérable à l'échelle mondiale, en particulier grâce à l'Oscar obtenu par DiCaprio... Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'Iñárritu ne renouvelle pas vraiment le western avec cette histoire de vengeance linéaire et sans surprise. Dans la catégorie « homme perdu dans des étendues glacées, seul face à la nature », on a déjà vu mieux, même si la photo est magnifique. Le principal mérite de *The Revenant* est de nous montrer la barbarie des migrants européens vis-à-vis des Indiens et de nous faire comprendre que ceux-ci avaient quelques bonnes raisons de se montrer féroces envers des envahisseurs qui leur prenaient leurs terres et massacraient les animaux dont ils tiraient leur subsistance.



Cela se passe au début du 19<sup>e</sup> siècle dans le Dakota du sud, dont une partie appartenait à la Louisiane vendue par Napoléon 1<sup>er</sup>. Les Français sont donc présents : ils s'expriment en VO, pillent, violent et massacrent impitoyablement les autochtones. Un rappel salutaire qui ne suffit pas à faire un grand film. Une heure de moins aurait donné un peu plus de rythme. À voir tout de même pour les amateurs de beaux paysages et les fans des grimaces de DiCaprio...  
**Gérard Delteil**

Revue ados

# Le vilain petit canard



Lancée en septembre 2014, une revue trimestrielle «héroïque» pour les ados de 12 à 92 ans. Héroïque car militante, sans pub, vendue sur abonnement et dans quelques repaires militants. Héroïque car très exigeante sur le fond : dans le numéro d'avril-mai dernier, un dossier très bien fait sur l'après Charlie : union nationale, laïcité, islamophobie, sont traités avec des termes que nous ne pourrions qu'approuver. Mais aussi dans chaque numéro : écologie, feuilleton mythologique, poésie, sciences... Pour les plus jeunes, on peut espérer, et on voit arriver au fil des numéros, un peu plus de distractions, de BD, car les textes sont très denses. En tout cas, une affaire à suivre sérieusement.  
**Catherine Segala**  
Abonnement d'un an (5 numéros) : 18 euros. 27, rue Saint-Ambroise, 75011 Paris. www.levilainpetitcanard.fr

Musique

# « Né So », Rokia Traoré

Warner Music, 2016, 16 euros

« Né So », maison ou chez moi en bambara, n'est pas la maison du retour au Mali pour Rokia Traoré mais « Une maison, des habitudes, un futur » que des millions de réfugiés cherchent pour retrouver une existence habituelle. Rokia Traoré signe ici la plus belle chanson de soutien aux réfugiés à ce jour. Cet album parachève aussi le tournant rock de la chanteuse initié il y a deux albums. John Paul Jones de

Led Zeppelin y fait deux apparitions à la basse et à la mandoline, et John Parish, musicien de PJ Harvey, polit le son d'un rock « mandingue » authentique. Il y a 22 ans, Rokia décida de quitter le confort de l'Europe et de ses études pour retourner aux racines bambara de la région de Beledougou au Mali. Christian Mousset, le directeur des ex-Musiques Métisses, la remarqua à Bamako, et la fit venir à Angoulême en 1997 où elle triompha. Toute l'Europe, où la world

était très à la mode, la demandait mais Rokia sut tracer sa route et ne pas se laisser enfermer dans un type de musique. Elle a construit une fondation au Mali pour développer les arts de scène : les choristes de cette fondation chantent avec elle sur ce CD et l'accompagnent en tournée en Europe malgré les tracasseries administratives. L'album « Né So » s'ouvre par une chanson en langue française, « Tu voles », qui fait référence à la méditation musulmane, mais c'est en bambara que Rokia rend hommage à « Kolokani », la ville au nord de Bamako d'où sont originaires ses parents, avant d'évoquer les lynchages de noirs dans le sud des



États-Unis, en reprenant « Strange Fruit » de Billie Holiday. Au final 11 pépites où alternent des moments d'émotion intense avec l'énergie folle de Rokia et de ses musiciens.  
**Sylvain Chardon**

# École « Nous sommes en train de perdre à grande vitesse les acquis du 20<sup>e</sup> siècle »

**Entretien.** Écrit par **Véronique Decker**, directrice d'école à Bobigny (93), *Trop classe!* est sorti il y a quelques jours. L'auteure y rapporte avec humour et tendresse des moments vécus dans son école de la cité Karl-Marx et y partage ses réflexions sur l'école, les jeunes et leurs familles en Seine-Saint-Denis...



DR

**Ton livre est composé de nouvelles. Tu as donc choisi la fiction pour raconter ces expériences, ton vécu... Pourquoi ?**

Tout ce qui est raconté est réellement arrivé, même si j'ai changé les noms, les dates, les lieux pour éviter que quelqu'un n'y reconnaisse son enfance... Au départ, le projet était d'écrire de petits billets pour animer le site « Questions de classe »<sup>2</sup>. Puis un éditeur s'est intéressé à mes textes et m'a proposé de passer de 20 à 50. C'était les vacances, et j'ai donc pris le temps d'écrire quelques souvenirs marquants, une suite de billets racontant au jour le jour la vie d'une enseignante dans le 93...

**Quelles sont les conditions de vie de ces enfants qui fréquentent ton école et dont tu dresse des portraits plein d'empathie et d'humour bienveillant ?**

Les récits ne concernent pas que des enfants de Bobigny, car j'ai longtemps travaillé à Montreuil... Mais toujours dans les quartiers où sont concentrés des familles avec de faibles ressources, venant de diverses origines. J'ai fait toute ma carrière dans ces quartiers dit « populaires », « Z.E.P. » ou « sensibles »...

**Des changements au cours de ces 22 années passées à Bobigny ?**

Une lente descente de la protection sociale, des services sociaux, des institutions de l'État, accoutumant progressivement les gens à ce que leurs enfants et eux-mêmes soient de plus en plus mal traités à l'hôpital, à l'école, au tribunal, par des fonctionnaires de plus en plus submergés. Un effondrement des entreprises, faisant du chômage de masse une donnée d'évidence, alors qu'il s'agit d'un immense gâchis social et humain. Un repli sur des valeurs « sûres » – la religion, la télé, les jeux – comme si, dans l'impossibilité de modifier le destin par l'action collective, il fallait laisser sa place à la chance, à la prière, à l'étourdissement des images animées...

**Ces dix dernières années, l'école a subi des attaques sans précédent, des suppressions de postes massives qui ont eu un impact sur les conditions d'enseignement et d'étude dans les écoles. Et à Bobigny et en Seine-Saint-Denis, quels constats peux-tu faire ?**

J'ai été élève à une époque où la majorité des enfants des écoles n'allaient pas au collège qui menait au lycée, mais seulement en CEG qui menait au CAP. J'ai commencé ma carrière avec 35 inscrits. Aujourd'hui, après une carrière entière à lutter, nous avons obtenu de nettes améliorations des conditions de vie des élèves et des conditions de travail des enseignants. Mais nous sommes en train de redescendre et de perdre à grande vitesse les acquis du 20<sup>e</sup> siècle. Nos syndicats majoritaires ont trop privilégié les personnels en place au détriment des jeunes qui arrivaient, et la négociation de couloir à la lutte collective. Les jeunes enseignants, les jeunes parents se sont détournés de l'action commune qui pourtant est le seul moyen d'obtenir de vraies

victoires. C'est ce chemin qu'il faut retrouver, et je suis heureuse de voir des collectifs, comme les « Bonnets d'âne » à Saint-Denis, se monter pour défendre l'école publique.

**Les jeunes des quartiers et leurs parents sont aussi les victimes de la dégradation programmée des services publics en général...**

Comme toujours dans les guerres, et pour moi la guerre sociale a commencé, les premières victimes sont les plus faibles : les enfants, les personnes âgées, les femmes, les jeunes. Notre ligne de front recule de manière continue depuis la bataille perdue des retraites. Les riches se goinfrent dans un luxe insolent dont nous n'avons même pas idée, tant leurs vies sont séparées des nôtres. Pendant ce temps, de plus en plus d'enfants n'ont pas de lunettes, pas de visite de médecin scolaire, pas de soins sur leurs caries, dorment au 115, et même pour certains ne peuvent plus aller à l'école.

**Ton école suit la pédagogie Freinet, et tu y tiens, il me semble. Qu'est-ce que cette pédagogie apporte aux enfants ?**

L'école n'est pas « Freinet », mais dans l'équipe de l'école, il y a toute sortes de militants, dont des militants de la pédagogie Freinet. Chaque enseignant, ici comme ailleurs, construit sa propre pratique, mais

nous partageons une éthique de respect des enfants, de différenciation pédagogique, et d'apprentissage des outils démocratiques par la pratique coopérative et la résolution non violente des conflits.

**Tu es à l'initiative du Collectif de soutien aux Roms et aux Bulgares de Bobigny, et je crois que tu as facilité l'accès à la scolarisation d'un bon nombre de jeunes des bidonvilles de la ville. Comment sont-ils accueillis dans l'école par les personnels ? Par les « autres » enfants ? Par leurs familles ?**

Je ne suis pas à l'initiative de ce collectif qui a été créé par plusieurs personnes engagées dans le combat pour l'accès des Roms aux droits sociaux. Lorsque les Roms sont arrivés dans notre école, à partir de 2006, nous avons dû nous adapter à des conditions de scolarisation que les instits avaient dû connaître au 19<sup>e</sup> siècle, mais dont nous avons perdu l'habitude : enfants mal nourris, sans chaussures, mordus par des rats, qui venaient à l'école pour s'endormir enfin au chaud... Nous nous sommes adaptés, et nous avons combattu le racisme par la discussion avec les parents, avec les enfants. Les personnels de l'école ont toujours bien accepté les enfants, les agents de service étaient très touchés par leur dénuement et très bienveillantes

avec eux. Les enseignants se sont impliqués efficacement dans ce combat, mais nous étions déjà tous à RESF, et nous sortions d'un combat intransigeant contre les expulsions d'enfants sans papier.

**Qu'est-ce qui a conduit à la création du collectif ?** La nécessité d'harmoniser les actions de différents collectifs militants et d'inventer de nouvelles procédures, car cette misère-là, nous ne l'avions jamais rencontrée auparavant.

**Ce sont aussi des souvenirs douloureux dont témoigne ton livre ?** Je pense à Melisa...

Melisa est plus qu'un souvenir douloureux. C'est un deuil impossible à faire. D'abord par ce qu'il n'est jamais normal qu'un enfant meure avant ses parents. Mais lorsqu'il meurt brûlé vif sous leurs yeux, parce qu'ils vivaient dans des cabanes indignes éclairées à la bougie, on est au-delà de l'horreur. J'ai la photo de Melisa dans mon agenda, et chaque matin je la regarde un instant avant de me mettre au travail. Organiser la résistance pour faire progresser les droits sociaux, ce ne sont pas des mots, ce sont parfois des vies...

**Propos recueillis par Aurélie du NPA Pantin**

1- Éditions Libertalia, 2016, 10 euros  
2- <http://www.questionsdeclasses.org>

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs



### LES PETITS SECRETS DE HOLLANDE.

François Hollande entretient décidément des relations troubles avec les dignitaires d'Arabie saoudite. Mais comme il sait qu'on risque de le lui reprocher, il prend souvent soin de n'en faire aucune publicité. À preuve, ce week-end, l'Élysée a caché que le chef de l'État avait remis la Légion d'honneur au prince héritier du régime, tout comme il a caché que de nouvelles ventes d'armes françaises avaient été effectuées à son profit. [...] Combattre Daech en association avec une monarchie obscurantiste qui promeut elle-même une idéologie totalitaire : voici donc la prouesse à laquelle prétendent se livrer les autorités françaises. La remise de cette Légion d'honneur par François Hollande à son hôte apparaît d'autant plus révoltante que les droits de l'homme sont toujours spectaculairement malmenés en Arabie saoudite. [...] Le Monde rappelle à ce sujet que « depuis le début de l'année, le régime saoudien a procédé à 70 exécutions, la dernière ayant eu lieu ce dimanche avec la décapitation d'un Saoudien condamné à mort pour meurtre ». Et le quotidien ajoute : « Le 2 janvier, 47 personnes avaient été mises à mort en une seule journée pour "terrorisme" dans le royaume, notamment le dignitaire et opposant chiite saoudien Nimr al-Nimr, dont l'exécution a provoqué une crise diplomatique entre Riyad et Téhéran. En 2015, 153 personnes ont été exécutées en Arabie saoudite, selon un décompte s'appuyant sur des chiffres officiels, un niveau inégalé depuis vingt ans ». [...] Coïncidence, on a aussi appris samedi que la France allait livrer à l'Arabie saoudite des armes destinées à l'origine au Liban, qui devait financer ce contrat de trois milliards de dollars grâce à une aide de Riyad. C'est ce qu'a fait savoir le ministre saoudien des Affaires étrangères. [...] Une Légion d'honneur remise discrètement ; des armes vendues tout aussi discrètement... voici qui vient confirmer ce que l'on appris ces derniers mois : la France n'a plus guère de raison de se targuer d'être le pays des droits de l'homme. « Légion d'honneur en cachette pour un tyran », la rédaction de Mediapart, dimanche 6 mars 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)